



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 18 MAI 1889.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1799

#### ERRATUM.

Page 1079, *in re* Champagne vs Drolet, 15e et 21e lignes, au lieu de "la dite paroisse de Saint-Grégoire le Grand," lisez "le dit village de Larochelle."

2037

#### Nominations

##### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 9 mai courant (1889), de faire les nominations suivantes, savoir :

##### *Commissionaires d'écoles.*

Comté d'Arthabaska, Saint-Christophe. — M. Rémi Bergeron, fils, en remplacement de M. Ferdinand Brisson, qui a quitté la municipalité.

Comté de Bellechasse, Saint-Michel (village). — M. Adélaré Santerre, pilote, en remplacement de Raymond Baquet, qui a quitté la municipalité.

Comté de Drummond, Drummondville. — M. Joseph E. Girouard, N. P., en remplacement de M. Pierre Nérée Dorion, décédé.

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 18th MAY, 1889.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1800

#### ERRATUM.

Page 1079, *in re* Champagne vs Drolet, 15th and 21st lines, instead of "the said parish of Saint-Gregoire le Grand," read "the said village of Larochelle."

2038

#### Appointments

##### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated 9th May instant, (1889), to make the following appointments, to wit :

##### *School commissioners.*

County of Arthabaska, Saint-Christophe. — Mr. Rémi Bergeron, junior, in the place of Mr. Ferdinand Brisson, who has left the municipality.

County of Bellechasse, Saint-Michel (village). — Mr. Adélaré Santerre, pilot, in the place of Raymond Baquet, who has left the municipality.

County of Drummond, Drummondville. — Mr. Joseph E. Girouard, N. P., in the place of Mr. Pierre Nérée Dorion, deceased.

Comté d'Ottawa, Aumond.—M. Godefroid La-  
treille, en remplacement de M. Edouard Goulet,  
décédé. 1979

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 9 mai 1889.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOU-  
VERNEUR en conseil d'adoindre les membres dont  
les noms suivent à la commission de la paix :

District de Montréal.—Joseph Augustin Odilon  
Labadie, écuyer, notaire ; MM. Hugh Patton, gérant  
de la Shedden Coy. ; Simon Silverman et Henry  
Vincent Meredith, de la cité de Montréal.

District d'Ottawa.—MM. John Sébastien, du vil-  
lage de Chapeau, comté de Pontiac ; Théophile  
Viau, de la ville de Hull, et William Wallace, du  
canton de Clarendon, comté d'Ottawa.

District d'Arthabaska.—M. Adolphe Girouard,  
de Stanfold, comté d'Arthabaska.

District de Saint-François.—MM. Phidime Pi-  
chette, de Saint-Adrien de Ham, comté de Wolfe,  
et David Dragon, de Paquetteville, (Hereford), comté  
de Compton. 1975

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 9 mai 1889.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOU-  
VERNEUR de faire les nominations suivantes de  
commissaires pour la décision sommaire des petites  
causes.

Paroisse de Saint-Vincent de Paul, comté de  
Laval.—MM. Pierre Barrette, Eusèbe Labelle,  
Théodule David, Zéphirin Joubert et Arthur Pri-  
meau, commission du 8 janvier 1880, révoquée.

Paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval.—MM.  
Toussaint Major, Trefflé Léonard, Louis Gagnon,  
Timothée Hotte et Ephrem Desjardins, commission  
du 29 mai 1885, révoquée.

Paroisse de Sainte-Sophie, comté de Terrebonne.  
—MM. Pierre Aurèle Gaudette, Patrick Scully,  
James McClosky, Thomas Paul, Stanislas Auger,  
Napoléon Laroche, Robert Simpson, Maxime Grat-  
ton et Théophile Langlois, commission du 13 dé-  
cembre 1883, révoquée. 1973

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 13 mai 1889.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOU-  
VERNEUR en conseil d'adoindre à la commis-  
sion de la paix les messieurs dont les noms suivent :

M. George H. Labbé, de la cité de Montréal,  
pour le district de Montréal.

M. Horace Walpole Craigie économiste de la com-  
pagnie *Manicouagan, fish, oil and game Company*,  
sous l'autorité de l'article 2572 des Statuts refondus  
de la province de Québec. avec juridiction sur le  
district de Saguenay. 1981

## Proclamation

CANADA,  
PROVINCE DE  
QUÉBEC.  
[L. S.]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du  
Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Ir-  
lande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.  
A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs  
de la Province de Québec, et à nos Membres élus  
pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre  
dite Province, sommés et appelés à une Assemblée  
de la Législature de Notre dite Province, qui  
devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de  
Québec, le TRENTIEME jour d'AVRIL pro-  
chain, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent  
quatre-vingt-neuf, et à chacun de vous—SALUT :

2

County of Ottawa, Aumond.—Mr. Godefroid La-  
treille, in the place of Mr. Edouard Goulet, de-  
ceased. 1980

## SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 9th May, 1889.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, in  
Council, has been pleased to associate to the commis-  
sion of the peace the gentlemen whose names follow :

District of Montreal.—Joseph Augustin Odilon  
Labadie, esquire, notary, Messrs. Hugh Paton,  
manager of the Shedden Coy. ; Simon Silverman and  
Henry Vincent Meredith, of the city of Montreal.

District of Ottawa.—Messrs. John Sébastien, of  
the village of Chapeau, county of Pontiac ; Théo-  
phile Viau, of the town of Hull and William Wall-  
lace, of the township of Clarendon, county of Ottawa.

District of Arthabaska.—Mr. Adolphe Girouard,  
of Stanfold, county of Arthabaska.

District of Saint Francis.—Messrs. Phidime Pi-  
chette, of Saint Adrien de Ham, county of Wolfe and  
David Dragon, of Paquetteville, (Hereford), county  
of Compton. 1976

## SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 9th May, 1889.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR  
has been pleased to make the following appoint-  
ments of commissioners for the summary trial of  
small causes.

Parish of Saint Vincent de Paul, county of Laval.  
—MM. Pierre Barrette, Eusèbe Labelle, Théodule  
David, Zéphirin Joubert and Arthur Primeau, com-  
mission of the 8th January 1880, revoked.

Parish of Sainte Rose, county of Laval.—MM.  
Toussaint Major, Trefflé Léonard, Louis Gagnon,  
Timothée Hotte and Ephrem Desjardins, commis-  
sion of the 29th May, 1885, revoked.

Parish of Sainte Sophie, county of Terrebonne.  
—MM. Pierre Aurèle Gaudette, Patrick Scully,  
James McClosky, Thomas Paul, Stanislas Auger,  
Napoléon Laroche, Robert Simpson, Maxime Grat-  
ton and Théophile Langlois, commission of 13th  
December, 1883, revoked. 1974

## SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 13th May, 1889.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, in  
council, has been pleased to associate the gentle-  
men, whose names follow, to the commission of the  
peace.

M. George H. Labbé, of the city of Montreal,  
for the district of Montreal.

M. Horace Walpole Craigie manager of the *Ma-  
nicouagan fish, oil and game Company*, under the  
authority of article 2572 of the Revised Statutes of  
the province of Quebec, with jurisdiction over the  
district of Saguenay. 1982

## Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United  
Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen,  
Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Coun-  
cillors of the Province of Quebec, and the Mem-  
bers elected to serve in the Legislative Assembly  
of Our said Province, and summoned and called  
to a Meeting of the Legislature of Our said Pro-  
vince, at Our City of Quebec, on the THIRTIETH  
day of APRIL next, in the year of Our Lord, one  
thousand eight hundred and eighty-nine, to have  
been commenced and held, and to every of you—  
GREETING :

## PROCLAMATION.

**A**T TENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le trentième jour du mois d'avril mil huit cent quatre-vingt-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite province, en Notre cité de Québec, SAMEDI, le HUITIEME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans notre dite Province, ce VINGT - TROISIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-neuf, et de Notre Règne la cinquante-deuxième.

Par ordre,

L. DELORME,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

1693

## Avis du Gouvernement

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 14 mai 1889.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au Lieutenant-Gouverneur par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Sylvere, dans le comté de Nicolet, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits ou passés par le dit conseil.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivront la seconde et dernière publication du présent avis.

PH. J. JOLICŒUR,  
1995 Assistant Secrétaire.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit un : liste :

Canton Normandin.  
Rang Nord.

Lot No. 49, à Phydime Lafamme.  
Lot No. 50, à David Lecompte.  
Lot No. 51, à Jos. Paré.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.  
Québec, 17 mai 1889. 2007

## PROCLAMATION.

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the thirtieth day of the month of April, one thousand eight hundred and eighty nine, at which time at Our city of Quebec, you were held and constrained

Now Know Ye, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our Loving Subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the EIGHTH day of the month of JUNE next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY THIRD day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand, eighth hundred and eighty nine, and in the fifty second year of Our Reign.

By Command,

L. DELORME,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

1694

## Government Notice

## SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 14th May, 1889.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the Lieutenant Governor, by the municipal council of the parish of Saint Sylvere, in the county of Nicolet, to obtain the authorization to publish in french only all notices, by-laws or resolutions made or passed by said council.

All representations to the contrary shall be filed in the delay of two months that shall follow the second and last publication of the present notice.

PH. J. JOLICŒUR,  
1996 Assistant Secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the present notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Normandin.  
North Range.

Lot No. 49, to Phydime Lafamme.  
Lot No. 50, to David Lecompte.  
Lot No. 51, to Jos. Paré.

E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.  
Québec, 17th May, 1889. 2008

Adj. 5752.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., chap. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Canton Bulstrode.

Vente des  $\frac{3}{4}$  Est, du lot No. 3 du 5e rang faite à Jean Labbé.

E. E. TACHE,  
Assistent-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 7 mai 1889. 1943 2

## AVIS

De demande d'annexion de municipalités.

Détacher de la municipalité de Saint-Georges de Henryville, dans le comté d'Iberville, les lots Nos. 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84 et 85 du cadastre de cette paroisse et les annexer à la municipalité de Sainte-Anne de Sabrevois, dans le même comté, pour les fins scolaires

GEDEON OUMET,  
Surintendant.

1931 2

EXTRAITS DES RÉGLES ET RÈGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition,

Adj. 5752.

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township of Bulstrode.

Sale of East  $\frac{3}{4}$  of lot 3 in 5th range, made to Jean Labbé.

E. E. TACHE,  
Assist.-Commissioner.

Department of Crown Lands,  
Québec, 7th May, 1889. 1944

## NOTICE

Of petition to annex municipalities.

To detach from the municipality of Saint-Georges de Henryville, in the county of Iberville, the lots Nos. 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84 and 85 of the cadastre of the said parish and to annex them to the municipality of Sainte Anne de Sabrevois, in the same county, for school purposes.

GEDEON OUMET,  
Superintendent.

1932

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIF COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works ; the grantin of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall

devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés: et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doivent être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

35 2

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for all other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

36

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of the British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets. ”

“ Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs. ”

L. DELORME,

37 2 Greffier de l'Assemblée Législative

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected ; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the english or french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in english and 550 copies in French, and also \$2 par page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of towns only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. DELORME,

38 Clerk of the Legislative Assembly

## Avis Divers

Avis est par le présent donné que sous un mois après la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par les requérants ci-après nommés, en vertu de l'acte des compagnies à fonds social, pour obtenir des Lettres Patentes, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, devant être créée par les dites Lettres Patentes en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-dessous mentionnés.

1° Le nom proposé de la compagnie sera : "The de Lotbinière Hotel Company of Vaudreuil," limited.

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de faire les affaires d'hôtellerie dans la municipalité de Vaudreuil, dans le district de Montréal.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la dite municipalité de Vaudreuil, dans le district de Montréal, dans la province de Québec ;

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de trente-cinq mille piastres (\$35,000), divisé en trois cent cinquante actions de cent piastres chacune ;

5° Les noms au long, résidences et professions des dits requérants sont comme suit : Christophe Alphonse Geoffrion, avocat, Joseph Moïse Dufresne, marchand, Napoléon E. Hamilton, marchand, Joseph Misael Fortier, marchand, tous quatre des cité et district de Montréal, et Jean-Baptiste Amédée Mongenais, marchand de Rigaud, dans le district de Montréal, lesquels sont tous sujets anglais et résidents au Canada, et seront les premiers directeurs de la compagnie proposée.

Montréal, 15 mai 1889.

PREFONTAINE, ST. JEAN & GOUIN,  
2019 Solliciteurs des requérants.

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Joliette. }  
No. 1867.

Dame Sarah Ann McCarthy, épouse de William G. Dumas, peintre, de la ville de Joliette, dans le district de Joliette, Demanderesse ;

vs

Le dit William G. Dumas, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

J. MARTEL,  
Avocat de la Demanderesse.  
Joliette, 14 mai 1889. 2033

*Cour Supérieure.—Saint-Hyacinthe.*  
No. 791.

Dame Augustine Renaud, de la paroisse de Sainte-Marie Madeleine, dans le district de Saint-Hyacinthe, épouse de David Guimond, commerçant, du même lieu, la dite dame dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes *in formâ pauperis*, Demanderesse ;

vs.

Le dit David Guimond, de la dite paroisse de Sainte-Marie Madeleine, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

J. B. BLANCHET,  
Avocat de la Demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 6 mai 1889. 1877 2

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No. 48.

Dame Margaret Wickliffe du township de Chatham dit district, épouse de James Townsend, cultivateur du même lieu, a instituée, ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

R. P. DE LARONDE,  
Avocat de la Demanderesse.  
Sainte-Scholastique, 27 mars 1889. 1793 3

## Miscellaneous Notices

Notice is hereby given, that within one month after the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor, in Council, by the applicants hereinafter named, in pursuance of the Joint Stock Company's Act, for Letters Patent constituting them and such others as may hereinafter become shareholders in the company, to be created by such Letters Patent, a body incorporated and politic under the name and for the purposes herein mentioned.

1° The proposed name of the company is : "The de Lotbinière Hotel Company, limited."

2° The purpose for which incorporation is sought are to carry on, in the municipality of Vaudreuil, a hotel business.

3° The chief place of business of the company is to be in the said municipality of Vaudreuil, in the district of Montreal, in the province of Quebec.

4° The capital stock of the said company is to be thirty five thousand dollars (\$35,000) divided into three hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

5° The names in full and the addresses and callings of the said applicants are as follows : Christophe Alphonse Geoffrion, advocate, Joseph Moïse Dufresne, merchant, Napoléon E. Hamilton, merchant, Joseph Misael Fortier, merchant, all of the city and district of Montreal, and Jean Baptiste Amédée Mongenais, merchant of Rigaud, in the district of Montreal, all of whom are british subjects resident in Canada, and all of whom are to be the first directors of the proposed company.

Montreal, 15th May, 1889.

PREFONTAINE, ST. JEAN & GOUIN,  
2020 Solliciteurs for Applicants.

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Joliette. }  
No. 1867,

Dame Sarah Ann McCarthy, wife of William G. Dumas, painter, of the town of Joliette, in the district of Joliette, duly authorized, Plaintiff ;

vs

The said William G. Dumas, Defendant.  
An action of separation of property has been this day instituted.

J. MARTEL,  
Plaintiff's Attorney.  
Joliette, 14th May, 1889. 2034

*Superior Court.—Saint Hyacinth.*  
No. 791.

Dame Augustine Renaud, of the parish of Sainte-Marie Madeleine, in the district of Saint Hyacinth, wife of David Guimond, trader, of the same place, the said Dame duly authorized à ester en justice for these presents *in formâ pauperis*, Plaintiff ;

vs.

The said David Guimond, of the said parish of Sainte Marie Madeleine, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted this day, in this cause.

J. B. BLANCHET,  
Attorney for Plaintiff.  
Saint Hyacinth, 6th May, 1889. 1878

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 48.

Dame Margaret Wickliffe, of the township of Chatham, said district, wife of James Townsend, of the same place, farmer, has this day instituted an action in separation as to property against her said husband.

R. P. DE LARONDE,  
Attorney for Plaintiff,  
Sainte Scholastique, 27th March, 1889. 1794

Canada, }  
Province de Québec, }  
District d'Iberville. }  
No. 770.  
Dame Marie Goyette, épouse de Louis Baril, marchand, de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, Demanderesse ;  
vs.  
Le dit Louis Baril, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le trente avril dernier.  
Saint-Jean, 9 mai 1889.  
J. S. MESSIER,  
1939 2 Avocat de la Demanderesse.

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No. 527.  
Dame Adèle Marie Bérée, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Jean Jules Giroux, comptable du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;  
vs.  
Le dit Jean Jules Giroux, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 5 juillet 1888.  
A. ARCHAMBAULT,  
1801 3 Avocat de la Demanderesse.

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No. 877.  
Dame Sylvia Pepin, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, épouse de Ephrem Charbonneau, père, marchand, du même lieu, et dûment autorisée en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;  
vs.  
Le dit Ephrem Charbonneau, père, Défendeur.  
Un action en séparation de bien a été, ce jour, instituée en cette cause.  
Montréal, 2 mai 1889.  
GIROUARD & DELORIMIER,  
1859 3 Avocats de la Demanderesse.

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. }  
No. 895.  
Dame Cléopée Massé, de la cité de Saint-Hyacinthe, dit district, épouse d'Isaïe Fréchette, commerçant et mécanicien du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;  
vs.  
Le dit Isaïe Fréchette, son mari, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.  
BEAUCHEMIN & MALLETTE,  
Saint-Hyacinthe, 12 avril 1889. 1671 4  
Avocats de la Demanderesse.

Cour Supérieure.—Quebec.  
No. 895.  
Ursule Hebert, épouse commune en biens de George Hervieux, de Saint-Sauveur de Québec, Demanderesse ;  
vs.  
Le dit George Hervieux, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.  
BLANCHET, DROUIN & DIONNE,  
Proc. de la Demanderesse.  
Québec, 20 avril 1889. 1719 4

Montréal, }  
No. 2220. }  
Cour Supérieure.  
Dame Marie E. Jacob, des cité et district de Montréal, a institué, le 13 avril courant, une action en séparation de biens contre son mari Joseph Prime Gravel, menuisier, entrepreneur du même lieu.  
ARTHUR DESJARDINS,  
Procureur de la Demanderesse.  
Montréal, 17 avril 1889. 1645 5

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Iberville. }  
No. 770.  
Dame Marie Goyette, wife of Louis Baril, merchant, of the town of Iberville, in the district of Iberville, Plaintiff ;  
vs.  
The said Louis Baril, Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted in this cause on the thirtieth April last.  
Saint John's, 9th May, 1889.  
J. S. MESSIER  
1940 Attorney for the Plaintiff.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }  
No. 527.  
Dame Adèle Marie Bérée, of the city and district of Montreal, wife commune en biens of Jean Jules Giroux, accountant of the same place, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;  
vs.  
The said Jean Jules Giroux, Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 5th July, 1888.  
A. ARCHAMBAULT,  
1802 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }  
No. 877.  
Dame Sylvia Pepin, of the town of Lachine, in the district of Montreal, wife of Ephrem Charbonneau, senior, merchant, of the same place, and duly authorized en justice for the purpose hereof. Plaintiff ;  
vs.  
The said Ephrem Charbonneau, senior, Defendant.  
An action in separation as to property has been, this day, instituted in this cause.  
Montreal, 2nd May, 1889.  
GIROUARD & DELORIMIER,  
1860 Attorneys for the Plaintiff.

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. }  
No. 895.  
Dame Cléopée Massé, of the city of Saint Hyacinth, said district, wife of Isaïe Fréchette, trader, and mechanic of the same place duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;  
vs.  
The said Isaïe Fréchette, her husband, Défendeur.  
An action en séparation de biens has been instituted this day, in this cause.  
BEAUCHEMIN & MALLETTE,  
Saint Hyacinth, 12th April, 1889. 1672  
Attorneys for Plaintiff.

Superior Court.—Quebec.  
No. 895.  
Ursule Hebert, wife commune en biens of George Hervieux, of Saint Sauveur of Quebec, Plaintiff ;  
vs.  
The said George Hervieux, Defendant.  
An action in separation as to property has been, this day, instituted in this cause.  
BLANCHET, DROUIN & DIONNE,  
Att. for Plaintiff.  
Quebec, 20th April, 1889. 1720

Montréal, }  
No. 2220. }  
Superior Court.  
Dame Marie E. Jacob, of the city of Montreal, has instituted the 13th April, 1889, an action in separation as to property against her husband Joseph Prime Gravel, joiner, contractor of the same place.  
ARTHUR DESJARDINS,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 17th April, 1889. 1646

Canada,  
Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières } *Cour Supérieure.*  
No. 274.  
Dame Anna Béliveau, épouse de Ludger Bergeron,  
actuellement de la paroisse de Saint-Grégoire le  
Grand, et ci-devant marchand, de la paroisse  
de Sainte-Eulalie, dans le district des Trois-  
Rivières, Demanderesse ;

vs.

Le dit Ludger Bergeron, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée,  
ce jour, en cette cause.

E. D. BOISCLAIR,  
Proc. de la Demanderesse.  
Trois-Rivières, 18 avril 1889. 1715 4

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 274.  
Dame Anna Beliveau, wife of Ludger Bergeron,  
actually of the parish of Saint Grégoire le Grand,  
and heretofore merchant, of the parish of Saint  
Eulalie, in the district of Three Rivers,  
Plaintiff ;

vs.

The said Ludger Bergeron, Defendant.  
An action *en séparation de biens* has been, this  
day, instituted in this cause.

E. D. BOISCLAIR,  
Attorney for Plaintiff.  
Three Rivers, 18th April, 1889. 1716

Canada,  
Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No. 270.  
Dame Agnès de Lottinville, de la paroisse Saint-  
Stanislas, épouse de Wilfrid Dessureault, cultiva-  
teur, de la dite paroisse, dûment autorisée à ester  
en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Wilfrid Dessureault, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause, ce jour.

ARTHUR OLIVIER,  
Procureur de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 15 avril 1889. 1609 5

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 270.  
Dame Agnès de Lottinville, of the parish of Saint  
Stanislas, wife of Wilfrid Dessureault, farmer, of  
the same parish, duly authorized *à ester en justice*,  
Plaintiff ;

vs.

The said Wilfrid Dessureault, Defendant.  
An action in separation as to property has been  
instituted this day, in this cause.

ARTHUR OLIVIER,  
Attorney for plaintiff.  
Three Rivers, 15th April, 1889. 1610

## AVIS PUBLIC

*The Live Stock Insurance Coy. (Ltée) en liquidation  
volontaire.*

Toutes personnes ayant des réclamations contre  
la susdite compagnie sont par le présent requises de  
les produire entre les mains du soussigné sous un  
mois de cette date.

Par ordre,  
WM. CUNNINGHAM,  
Secrétaire.

114, rue Saint-Etienne.  
Montréal, 12 mars 1889. 1119 10

## PUBLIC NOTICE

*The Live Stock Insurance Co'y (Ltd.) in voluntary  
liquidation.*

All parties having claims against the above com-  
pany, are hereby required to file them with the  
undersigned within one month from this date.

By order,  
WM. CUNNINGHAM,  
Secretary.

114, Saint Etienne street.  
Montreal, 12th March, 1889. 1120

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No. 272.  
Dame Philomène Peloquin, épouse de Elzéar Drolet,  
charron, de la paroisse de Saint-Grégoire le Grand,  
district des Trois-Rivières, et dûment autorisée  
à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Elzéar Drolet, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause, le seizième jour d'avril courant.

DENONCOURT & HARNOIS,  
Procureurs de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 17 avril 1889. 1641 5

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 272.  
Dame Philomène Peloquin, wife of Elzéar Drolet,  
wheelwright, of the parish of Saint Grégoire le  
Grand, district of Three Rivers, and duly autho-  
rized *à ester en justice*. Plaintiff ;

vs.

The said Elzéar Drolet, Defendant.  
An action in separation as to property has been  
instituted in this cause, on the sixteenth day of  
April instant.

DENONCOURT & HARNOIS,  
Attorneys for Plaintiff.  
Three Rivers, 17th April, 1889. 1642

Province de Québec, }  
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*  
Dame Joséphine Morin, épouse de Michel Chenard,  
marchand de la ville de Fraserville, dûment auto-  
risée à ester en justice, Demanderesse ;

et

Le dit Michel Chenard, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été ce jour  
instituée en cette cause.

TACHÉ & RIOU,  
Avocats de la Demanderesse.  
Fraserville, 23 avril 1889. 1749 4

Province of Quebec, }  
District of Kamouraska. } *Superior Court.*  
Dame Joséphine Morin, wife of Michel Chenard,  
merchant, of the town of Fraserville, duly authorized  
to *ester en justice*. Plaintiff ;

and

The said Michel Chenard, Defendant.  
An action in separation of property has, this day,  
been instituted in this case.

TACHÉ & RIOU,  
Advocates for Plaintiff.  
Fraserville, April 23rd, 1889. 1750

## Avis de Faillite

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-Hyacinthe. }  
No. 44.

La Banque de Saint-Hyacinthe,  
Requérante cession de biens ;  
vs.

Octave Bernard, entrepreneur, des cité et district de  
Saint-Hyacinthe, Défendeur.  
Avis vous est par le présent donné que le dit dé-  
fendeur a fait, ce jour, cession de ses biens pour le  
bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire  
du district de Saint-Hyacinthe.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce 10 mai 1889.

DESMARAIS & BEAUREGARD,  
1985 Avocats de la Requérante.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Elie Brodeur, Failli ;

et  
Bilodeau & Renaud, Curateurs.  
Un premier et final bordereau de collocation a été  
préparé en cette cause ; les collocations seront paya-  
bles à nos bureaux à partir du 29 de mai courant.  
Montréal, 14 mai 1889.

BILODEAU & RENAUD,  
Curateurs,  
2001 15, Rue Saint-Jacques.

Province de Québec, }  
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Cyprien & Edouard Dessaint dit  
St. Pierre, marchands, de Sainte-Hélène,  
Insolvables.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un  
ordre de la cour, en date du 7 mai 1889, j'ai été  
nommé curateur aux biens de la succession de  
Cyprien et Edouard Dessaint dit St. Pierre, de  
Sainte-Hélène.

Toutes personnes ayant des réclamations contre  
cette succession sont requises de les produire de-  
vant moi, dûment attestées, d'hui à trente jours.

PAUL DESSAINT,  
Curateur.  
Sainte-Hélène de Kamouraska, 8 mai 1889.  
2003

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Philippe H. Gélinas, de Shawine-  
gan, failli.

Avis est par le présent donné que, le 13e jour de  
mai 1889, par ordre de la cour, nous avons été nom-  
més curateur-conjoint des biens du susdit failli, qui  
en a fait un abandon judiciaire complet pour le béne-  
fice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans notre  
bureau sous un mois.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateur-conjoint.  
Bureau de Kent & Turcotte,  
7 Place d'Armes,  
Montréal, 14 mai 1889. 1999

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Gédéon Rousseau, de Shawinegan,  
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 13e jour de  
mai 1889, par ordre de la Cour, nous avons été  
nommé curateur-conjoint des biens du susdit failli,  
qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le  
bénéfice de ses créanciers.

## Bankrupt Notices

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Hyacinth. }  
No. 44.

The Bank of Saint Hyacinth,  
Petitioner ;  
vs.

Octave Bernard, contractor, of the city and district  
of Saint Hyacinth, Abandoner.  
Notice is hereby given that the said defendant  
has, this day, made a judicial abandonment of his  
property for the benefit of his creditors, at the pro-  
thonotary's office of the district of Saint Hyacinth.  
Dated at Saint Hyacinth, this 10th May, 1889.

DESMARAIS & BEAUREGARD,  
1986 Attorneys for petitioner.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Elie Brodeur, Insolvent ;

and  
Bilodeau & Renaud, Curators.  
A first and final bordereau of collocation has been  
prepared in this cause ; the collocations will be  
payable at our offices from the 29th day of May inst.  
Montreal, 14th May, 1889.

BILODEAU & RENAUD,  
Curators,  
2002 15, Saint-James street.

Province of Quebec, }  
District of Kamouraska. } *Superior Court*  
In the matter of Cyprien & Edouard Dessaint dit  
St. Pierre, merchants, of Saint Hélène,  
Insolvents.

Notice is hereby given that by an order of the  
court, dated 7th May, 1889, I have been appointed  
curator to the properties of the estate of Cyprien  
and Edouard Dessaint dit St. Pierre, of Saint Hé-  
lène.

All persons having claims against this estate are  
requested to file them before me, duly attested,  
within a delay of thirty days.

PAUL DESSAINT,  
Curator.  
Saint Hélène de Kamouraska, 8th May, 1889.  
2004

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

*In re* Philippe H. Gélinas, Shawinegan, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 13th day of May,  
1889, by order of the court, we were appointed joint  
curator to the estate of the above named, who has  
made a judicial abandonment of all his assets for the  
benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one  
month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curator.  
Office of Kent & Turcotte,  
7, Place d'Armes Sq.,  
Montreal, 14th May, 1889. 2000

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

*In re* Gédéon Rousseau, of Shawinegan,  
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 13th day of  
May, 1889, by order of the Court, we were appointed  
joint curator to the estate of the above named, who  
has made a judicial abandonment of all his assets  
for the benefit of his creditors.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau sous un mois.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateur-conjoint.

Bureau de Kent & Turcotte,  
7, Place d'Armes,  
Montréal, 14 mai 1889.

1997

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Polycarpe Bernard, marchand de Deschambault, dans le comté de Portneuf, Insolvable.

Avis est par le présent donné, que, en vertu d'un ordre de la cour en date du 10 mai 1889, j'ai été nommé curateur aux biens de la succession de Polycarpe Bernard, de Deschambault.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi sous trente jours.

HENRY A. BEDARD,  
Curateur.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre, Québec. 2061

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Charles Guimond, marchand du Cap Saint-Ignace, Insolvable.

Avis est par le présent donné, que, en vertu d'un ordre de la cour, en date du 4 mai 1889, j'ai été nommé curateur aux biens de la succession de Charles Guimond du Cap Saint-Ignace.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession, sont requises de les produire devant moi sous 30 jours.

HENRY A. BEDARD,  
Curateur.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre, Québec. 2063

Province de Québec, }  
District de Saguenay. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Arsène Gaudreault, marchand des Eboulements, Insolvable.

Avis est par le présent donné, que, en vertu d'un ordre de la cour, en date du 10 mai 1889, j'ai été nommé curateur aux biens de la succession de Arsène Gaudreault des Eboulements.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi sous 30 jours.

HENRY A. BEDARD,  
Curateur.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre, Québec. 2059

#### AVIS DE CESSION

Je soussigné, Edward Coveny, épicier, de Québec, donne avis par les présentes que, le 13e jour de mai 1889, j'ai fait abandon de mes biens pour le bénéfice de mes créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure, pour le district de Québec, conformément aux dispositions de l'acte 48 Vict., ch. 22.

EDWARD COVENY,  
HENRY A. BEDARD,  
Gardien provisoire.

Bureau : 125, rue St. Pierre, Québec. 2065

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Toussaint & Cie, épicier de Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 3 juin 1889.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 4 juin 1889.

HENRY A. BEDARD,  
Curateur.

Bureau, 125 rue St. Pierre Québec. 2069

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curator.

Office of Kent & Turcotte,  
7, Place d'Armes Sq.,  
Montreal, 14th May, 1889.

1998

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*

In the matter of Polycarpe Bernard, trader, of Deschambault, county of Portneuf, Insolvent.

Notice is hereby given that, in virtue of an order of the court, dated 10th May, 1889, I have been appointed curator to the estate of Polycarpe Bernard, of Deschambault.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days.

HENRY A. BEDARD,  
Curator.

Office : 125 Saint Peter Street, Quebec. 2062

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*

In the matter of Charles Guimond, trader of Cap Saint Ignace, Insolvent.

Notice is hereby given that, in virtue of an order of the court, dated 4th May, 1889, I have been appointed curator to the estate of Charles Guimond of Cap Saint Ignace.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within 30 days.

HENRY A. BEDARD,  
Curator.

Office : 125 St. Peter street, Quebec. 2064

Province of Quebec, }  
District of Saguenay. } *Superior Court.*

In the matter of Arsène Gaudreault, trader, of les Eboulements, Insolvent.

Notice is hereby given that, in virtue of an order of the court, dated 10th May 1889, I have been appointed curator to the estate of Arsène Gaudreault of les Eboulements.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within 30 days.

HENRY A. BEDARD,  
Curator.

Office : 125 Saint Peter street, Quebec. 2060

#### NOTICE OF ASSIGNMENT

The undersigned, Edward Coveny, grocer, of Quebec, do hereby give notice that, on the 13th day of May, 1889, I have made an abandonment of my property for the benefit of my creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, for the district of Quebec, according to the provisions of act 48 Vict., chap. 22.

EDWARD COVENY,  
HENRY A. BEDARD,  
Provisional guardian.

Office : 125, St. Peter street, Quebec. 2066

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*

In the matter of Toussaint & Cie, grocers of Quebec, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and last dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to objection until the 3rd June 1889.

This dividend will be payable at my office, on or after the 4th of June 1889.

HENRY A. BEDARD,  
Curator.

Office, 125 St. Peter street Quebec. 2070

## AVIS DE CESSION.

Je soussigné, Archibald McNair, marchand, de New Richmond, dans le comté de Bonaventure, donne avis par les présentes, que le 5e jour de mai 1889, j'ai fait abandon de mes biens pour le bénéfice de mes créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Gaspé, conformément aux dispositions de l'acte 48 Vict., chap. 22.

ARCHIBALD McNAIR,  
HENRY A. BEDARD,  
Gardien provisoire.

Office : 125, rue Saint-Pierre, Québec. 2067

## EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de The Montreal Moulding & Mirror  
Manufacturing Co., Failli.

Un premier bordereau de dividendes, au taux de vingt centins dans la piastre, a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection au bureau du liquidateur, 22, rue Saint-Jean, Montréal, jusqu'à lundi, le 27 courant, après laquelle date les dividendes seront payés.

A. F. RIDDELL,  
Liquidateur. 2031

Montréal, 11 mai 1889.

Province de Québec, }  
District de Beauce, } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Louis Doyon, de Saint-François,  
Failli.

Un bordereau de dividendes a été préparé et sera payable dans notre bureau le ou après le 5e jour de juin 1889.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateur conjoint.

7, Place d'Armes,  
Montréal, 18 mai 1889. 2027

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Laurent Toutant, de Gentilly,  
Failli.

Un bordereau de dividende a été préparé et sera payable dans notre bureau le ou après le 5e jour de juin 1889.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateur conjoint.

7 Place d'Armes,  
Montréal, 18 mai 1889. 2023

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No. 88.

Le dixième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-neuf.

Devant l'honorable M. le juge BROOKS.

Andrew F. Gault, Robert L. Gault, Robert L. Mac-Dougall et Leslie H. Gault, tous de la cité de Montréal, marchands, y faisant affaires en société sous le nom de Gault Bros & Co.,

Demandeurs ;

vs.

Alfred Manners Bullock et Ernest A. Bullock, tous deux de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, commerçants, y faisant affaires en société sous le nom de A. M. Bullock & Son,  
Défendeurs.

Avis est par le présent donné que les susdits défendeurs, le huitième jour de mai courant, ont fait un abandon de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

PANNETON & MULVENA,  
Procureurs des demandeurs.

Daté à Sherbrooke, 11 mai 1889. 1989.

## NOTICE OF ASSIGNMENT.

I the undersigned, Archibald McNair, trader, of New Richmond, in the county of Bonaventure, do hereby give notice that, on the 5th day of May, 1889, I have made an abandonment of my property for the benefit of my creditors, at the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Gaspé, according to the provisions of act 48 Vict., chap. 22.

ARCHIBALD McNAIR,  
HENRY A. BEDARD,  
Provisional guardian.

Office : 125, Saint Peter street, Quebec. 2068

## UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of The Montreal Moulding & Mirror  
Manufacturing Co., Insolvent.

A first dividend sheet, at the rate of twenty cents on the dollar, has been prepared in this matter, open to objection at the office of the liquidator, 22, Saint John street, Montreal, until Monday 27th instant, after which date dividend will be paid.

A. F. RIDDELL,  
Liquidator. 2032

Montreal, 11th May, 1889.

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*  
In re Louis Doyon, Saint François,  
Insolvent.

A dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 5th June 1889.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint Curator.

7, Place d'Armes Sq.  
Montreal, 18th May, 1889. 2028

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
In re Laurent Toutant, Gentilly, Insolvent.

A dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 5th June, 1889.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint Curator.

7, Place d'Armes, Sq.  
Montreal, 18th May, 1889. 2024

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *In the Superior Court.*  
No. 88.

The tenth day of May, one thousand eight hundred and eighty nine.

Before the Honorable Mr. justice BROOKS.

Andrew F. Gault, Robert L. Gault, Robert L. Mac-Dougall and Leslie H. Gault all of the city of Montreal, merchants, and there doing business together in co-partnership under the name of Gault Bros & Co,  
Plaintiffs ;

vs.

Alfred Manners Bullock and Ernest A. Bullock, both of the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, traders, and there doing business in co-partnership under the name of A. M. Bullock & Son,  
Defendants.

Public notice is hereby given that the above named defendants have made an abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court at Sherbrooke, in the district of Saint Francis, on the 8th day of May instant.

PANNETON & MULVENA,  
Attorneys for Plaintiffs.

Dated at Sherbrooke, 11th May, 1889. 1990

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Henri Dessureault, de Saint-Narcisse, Failli ;

Un bordereau de dividendes a été préparé et sera payable dans notre bureau le ou après le 6ème jour de juin 1889.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateur-conjoint.

7, Place d'Armes,  
 Montréal, 18 mai 1889. 2025

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de H. Prud'homme, de Brompton Falls, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 13ième jour de mai 1889, par ordre de la cour, nous avons été nommé curateur conjoint des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau sous un mois.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateur-Conjoint.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 7, Place d'Armes,  
 Montréal, 15 mai 1889. 2029

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de P. Rival dit Bellerose, de Saint-Alexis, Failli.

Un bordereau de dividendes a été préparé et sera payable dans notre bureau le ou après le 5e jour de juin 1889.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateur-conjoint.

7, Place d'Armes,  
 Montréal, 18 mai 1889. 2021

Province de Québec, }  
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
 In re Joachim Laberge, et Failli ;

et

Gauthier et Parent, Curateurs.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux le ou après le 5 juin 1889. Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

THOMAS GAUTHIER,  
 C. HECTOR PARENT,  
 Curateur-conjoint.

145, rue Saint-Jacques,  
 Montréal, 15 mai 1889. 2055

Province de Québec, }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
 No. 1865.

Jean-Baptiste Tellier, Requéant ;

vs.

Charles Tellier, Failli.

Avis est par le présent donné de la part du réquéant que, le treizième jour du mois de mai courant, le failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour.

Ville de Joliette, ce 14 mai 1889.

DESROCHERS & DESILETS,  
 P. C. S.

2015

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 In re Henri Dessureault, Saint Narcisse, Insolvent.

A dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 5th June, 1889.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint-Curator.

7, Place d'Armes Sq.,  
 Montreal, 18th May, 1889. 2026

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
 In re, H. Prud'homme, of Brompton Falls, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 13th day of May, 1889, by order of the court, we were appointed joint curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint-Curator.

Office of Kent & Turcotte,  
 7, Place d'Armes Sq.,  
 Montreal, 15th May, 1889. 2030

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 In re P. Rival dit Bellerose, Saint Alexis, Insolvent.

A dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 5th June 1889.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint-curator.

7, Place d'Armes Sq.,  
 Montreal, 18th May, 1889. 2022

Province of Quebec, }  
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
 In re Joachim Laberge, and Insolvent ;

and

Gauthier and Parent, Curators.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 5th June, 1889. Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

THOMAS GAUTHIER,  
 C. HECTOR PARENT,  
 Joint-curator.

145, Saint James Street,  
 Montreal, 15th May, 1889. 2056

Province of Quebec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
 No. 1865.

Jean Baptiste Tellier, Pititioner ;

vs.

Charles Tellier, Insolvent.

Notice is hereby given by the petitioner that, on the thirteenth day of the month May instant, the insolvent has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of this court.

Town of Joliette, 14th May, 1889.

DESROCHERS & DESILETS,  
 P. S. C.

2016

ACTE DE FAILLITE DE 1875 ET SES AMEN-  
DEMENTS.

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire d'Antoine Gaudet, Failli.  
Le onzième jour de juin prochain, le dit failli de-  
mandera à la dite cour sa décharge en vertu des dits  
actes.

ANTOINE GAUDET,  
Par J. MARTEL,  
Son procureur *ad litem.*  
Joliette, 23 avril 1889, 1717 4

Règles de Cour

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Dans la Cour de Circuit.*  
No. 1726.

Mercredi, le huitième jour de mai, mil huit-cent  
quatre-vingt-neuf.

Présent : L'honorable Juge TAIT, J. C. S.  
Thomas Kirk, du canton de Brome, dans le district  
de Bedford, cultivateur, Demandeur ;

vs.

William Master, du dit canton de Brome, dans le  
dit district, Défendeur.

Il est ordonné sur motion de H. Thomas Duffy,  
écuyer, procureur du demandeur, que, par un avis  
à être inséré deux fois en langue française et en  
langue anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*,  
les créanciers du dit William Master, le défendeur  
sus-nommé, qui n'ont pas encore produit leurs récla-  
mations, soient maintenant appelés à les produire  
en cette cause, au bureau du greffier de cette Cour,  
au Palais de Justice, dans le village de Sweetsburg,  
dans le dit district de Bedford, dans les quinze jours  
de la date de la première publication de tel avis dans  
la dite gazette, de la manière prescrite par les arti-  
cles 603 et 604 du code de procédure civile.

Par ordre du Juge.

1993 A. H. AMYRAULD,  
Député G. C. C.

Canada,  
Province de Québec, } *Cour de Circuit pour le district*  
No. 656. } *de Québec, siégeant à Québec.*

Le treizième jour de mai mil huit cent  
quatre-vingt-neuf.

Présent : L'Honorable JULES E. LARUE, J. C. S.  
Angélique Martel, de Saint-Sauveur de Québec,  
veuve de Joseph Picard, en son vivant, menui-  
sier, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Antoine Blondeau, du même lieu, de Saint-Sauveur,  
Défendeur ;

et

Narcisse Rioux et Charles Petitgrew, tous deux de  
Québec, épiciers, et y faisant affaires comme tels  
sous les noms de "N. Rioux & Cie," en société,  
Tiers-saisis et Opposants.

Vu la requête des dits Narcisse Rioux et Charles  
Petitgrew, faisant affaires comme susdit en société,  
opposants en cette cause, et attendu qu'une certaine  
somme d'argent provenant de la vente des effets du  
défendeur a été déposée entre les mains du greffier  
de cette Cour pour être payée à qui de droit, et vu  
que l'insolvabilité du dit défendeur est alléguée dans  
la dite opposition filée en la présente cause, il est  
ordonné que par un avis à être inséré deux fois dans  
les langues française et anglaise dans la *Gazette Offi-  
cielle de Québec*, publiée dans les deux langues en la  
cité de Québec, les créanciers du dit défendeur  
soient notifiés de produire leurs réclamations contre  
le dit défendeur Antoine Blondeau, et ce sous quinze  
jours de la date de la première insertion du dit avis,  
avec dépens contre le dit défendeur.

Vraie copie,  
FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
1983 G. C. C.

INSOLVENT ACT OF 1875 AND ITS AMEND-  
MENTS.

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*

In the matter of Antoine Gaudet, an Insolvent.  
The said Insolvent will apply to the said court for  
his discharge under the said acts, on the eleventh  
day of June next.

ANTOINE GAUDET,  
By J. MARTEL,  
His attorney *ad litem.*  
Joliette, 23rd April, 1889. 1718

Rules of Court

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *In the Circuit Court.*  
No. 1726.

Wednesday, the eighth day of May, one thousand  
eight hundred and eighty nine.

Present : The Honorable Mr. Justice TAIT, J. S. C.  
Thomas Kirk, of the township of Brome, in the dis-  
trict of Bedford, farmer, Plaintiff ;

vs.

William Master, of the said township of Brome, in  
said district, Defendant.

It is ordered upon motion of H. Thomas Duffy,  
esquire, attorney for said Plaintiff, that, by a notice  
in the french and english languages, to be twice  
inserted in the *Quebec Official Gazette*, the creditors  
of the said William Master, the defendant above  
named, who have not already filed their claims, be  
now called upon to file them in this cause, in the  
office of the clerk of this Court, at the Court House,  
in the village of Sweetsburg, in said district of  
Bedford, within fifteen days from the date of the  
first insertion of such notice in the said gazette, in  
accordance with article 603 and 604 of the code of  
civil procedure.

By order of the Judge.

1994 A. H. AMYRAULD,  
Deputy C. C. C.

Canada,  
Province of Quebec, } *Circuit Court for the dist ict*  
No. 656. } *of Quebec, sitting at Québec.*

The thirteenth day of May, one thousand eight  
hundred and eighty nine.

Present : The Honorable JULES E. LARUE, J. S. C.  
Angélique Martel, of Saint Sauveur de Québec,  
widow of Joseph Picard, in his lifetime, joiner, of  
the same place, Plaintiff ;

vs.

Antoine Blondeau, of the same place, of Saint Sau-  
veur, Defendant ;

and

Narcisse Rioux and Charles Petitgrew, both of Que-  
bec, grocers, and there doing business as such in  
partnership under the name of N. Rioux & Co ,  
Garnishees and opposants.

Considering the petition of the said Narcisse  
Rioux and Charles Petitgrew, doing business as  
aforesaid, in partaership, opponents in this cause,  
and considering that a certain sum of money the  
produce of the sale of the moveables of the defen-  
dant has been deposited with the clerk of this court  
to be paid to whomesoever may be entitled thereto,  
and considering that the insolvency of said defen-  
dant is illegal in the said opposition filed in the pre-  
sent cause, the creditors of the said defendant are  
ordered to file their claims against the said defen-  
dant Antoine Blondeau, within fifteen days from the  
date of the first insertion of a notice to be inser-  
ted twice in the french and english languages in the  
*Quebec official Gazette*, published in both languages in  
the city of Québec, with costs against the said def-  
endant.

True copy  
FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
1984 C. C. C.

Province de Québec,  
District de Saint-François. } *Dans la Cour Supérieure.*  
No. 88.

Le dixième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-neuf.

Devant l'honorable M. le juge Brooks.

Andrew F. Gault, Robert F. Gault, Robert L. MacDougall et Leslie H. Gault, tous de la cité de Montréal, y faisant affaires ensemble en société sous le nom de Gault Bros & Co.,  
Demandeurs ;

vs.

Alfred Manners Bullock et Ernest A. Bullock, tous deux de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, commerçants, y faisant affaires en société sous le nom de A. M. Bullock & Son,  
Défendeurs.

Les défendeurs ayant fait, le huitième jour de mai courant, un abandon de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, il est ordonné aux créanciers des défendeurs de s'assembler au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, le vingt-septième jour de mai courant, à onze heures de l'avant-midi, pour donner leur avis au sujet de la nomination d'un curateur et sur toutes affaires qui pourront leur être légalement soumises. L'avis de l'heure et de l'endroit de l'assemblée devra être publié une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, dans la *Sherbrooke Gazette* et dans *Le Pionnier*, une semaine avant la dite assemblée, et les créanciers dont les noms sont sur la liste des créanciers, seront spécialement notifiés de l'heure et de l'endroit de l'assemblée.

E. T. BROOKS,  
J. C. S.

PANNETON & MULVENA,  
Procureurs des Demandeurs. 1931

Province de Québec, } *Cour Supérieure pour le*  
District de Montréal. } *Bas-Canada*  
No. 635.

Le neuvième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-neuf.

Présent : L'Honorable M. le Juge WURTELE.  
William A. Prentice, Demandeur ;

vs.

John Steele, Défendeur.

La Cour, sur motion produite ce jour par le demandeur ; Qu'attendu que le défendeur a déposé en cour la somme de mille sept cent cinquante piastres (\$1750.00) avec intérêt sur icelle à compter du trente de novembre mil huit cent quatre-vingt-six, pour le bénéfice et avantage des créanciers de feu Walter M. Rice, en son vivant, de Montréal, insolvable, ordonne que, par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers du dit Walter M. Rice, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau à Montréal, du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite gazette, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité aux articles 603 et 604 du code de procédure civile.

(Vraie copie).

2011 A. B. LONGPRÉ,  
P. C. S.

Province de Québec, } *Dans la Cour de Circuit.*  
District de Bedford. }  
No. 1814.

Mardi, le septième jour de Mai, mil huit cent quatre-vingt-neuf.

Présent :—Le Greffier de la dite Cour.

La Banque des Cantons de l'Est, corps politique incorporé, dûment incorporé suivant la loi et ayant son principal bureau d'affaires à Sherbrooke, dans le district de Saint-François et une succursale au village de Cowansville, dans le dit district de Bedford,  
Demanderesse ;

vs.

W. F. Manson et L. J. A. McMillan tous deux du

Province of Quebec,  
District of Saint Francis. } *In the Superior Court.*  
No. 88.

The tenth day of May one thousand eight hundred and eighty nine

Before the Honorable Mr. Justice Brooks.

Andrew F. Gault, Robert L. Gault, Robert L. MacDougall and Leslie H. Gault, all of the city of Montreal, merchants, and there doing business together in co-partnership under the name of Gault Bros & Co.,  
Plaintiffs ;

vs.

Alfred Manners Bullock and Ernest A. Bullock, both of the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, traders, and there doing business in co-partnership under the name of A. M. Bullock & Son,  
Defendants.

The Defendants having, on the eighth day of May instant, made an abandonment of their property for the benefit of their creditors, the creditors of Defendants are ordered to appear at the Court House, in the city of Sherbrooke, on the twenty-seventh day of May instant, at the hour of eleven in the forenoon, to give their advice respecting the appointment of a curator and upon all matters that may be legally submitted. The notice of the time and place of the meeting to be inserted once in the *Quebec Official Gazette*, the *Sherbrooke Gazette* and *Le Pionnier*, one week previous thereto, and the creditors whose names appear in the schedule of creditors to be specially notified of the hour and place of meeting.

E. T. BROOKS,  
J. S. C.

PANNETON & MULVENA,  
Attorneys for Plaintiffs. 1992

Province of Quebec, } *Superior Court for Lower*  
District of Montreal. } *Canada.*  
No. 635.

The ninth day of May, one thousand eight hundred and eighty nine.

Present : The Honorable Mr. Justice WURTELE.  
William A. Prentice, Plaintiff ;

vs.

John Steele, Defendant.

The Court, upon the motion this day filed by the plaintiff inasmuch as the defendant has deposited in court the sum of one thousand seven hundred and fifty dollars (\$1750.00), with interest thereon from the thirtieth day of November, one thousand eight hundred and eighty six, for the benefit of the creditors of the late Walter M. Rice, in his lifetime of Montreal, an insolvent, doth order that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said Walter M. Rice, who have not already filed their claims, be now called upon to file them in this cause in the office, in Montreal, of the protonotary of this Court, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in the said gazette, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with the 603rd and 604th articles of the Code of Civil Procedure.

(True copy).

2012 A. B. LONGPRÉ,  
P. S. C.

Province of Quebec, } *In the Circuit Court.*  
District of Bedford. }  
No. 1814.

Tuesday, the seventh day of May, one thousand eight hundred and eighty-nine.

Present : The Clerk of said Court.

The Eastern Townships Bank, a body politic and corporate duly incorporated by law and having its principal place of business at Sherbrooke, in the district of Saint François, having a branch office in the village of Cowansville, in the said district of Bedford ;  
Plaintiff ;

vs.

W. F. Manson and L. J. A. McMillan, both of the

canton de Potton, dans le dit district de Bedford,  
Défendeurs.

Il est ordonné sur motion de E. Racicot, ecuyer, procureur de la Demanderesse, que, par un avis à être inséré deux fois en langue française et anglaise dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers du dit W. F. Manson, un des Défendeurs sus-nommés, qui n'ont pas encore produit leurs réclamations, soient maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du Greffier de cette Cour, au Palais de Justice, dans le village de Sweetsburg, dans le dit district de Bedford, dans les quinze jours de la date de la première publication de tel avis dans la dite *Gazette*, de la manière prescrite par les articles 603 et 604 du Code de Procédure civile.

HALL & LEONARD,

1953 2

G. C. C.

### Ventes par le Sherif—Arthabaska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit—Comté de Mégantic.*

Arthabaska, à savoir: } **JAMES KINNEAR**, sr.,  
No. 5031. } Demandeur; contre  
**DAME MARY SIMPSON**, *es-qualité*, Défenderesse.

1° Le lot cadastral numéro dix-sept b (17b) du cinquième rang du canton de Leeds contenant cent acres, plus ou moins.

2° La moitié nord-ouest du lot cadastral numéro seize b (16b), dans le cinquième rang du canton de Leeds contenant cinquante acres, plus ou moins.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Sherif, Shérif.  
Arthabaskaville, 23 mars 1889. 1261 3  
[Première publication, 23 mars 1889.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } **A CORPORATION DU**  
No. 191. } **TOWNSHIP DE**  
**STANFOLD**, Demanderesse; contre **P. A. LANDRY**, Défendeur.

Les numéros dix-deux, (10-2) dix-quatre, (10-4) dix-cinq, (10-5) dix-six, (10-6) dix-sept, (10-7) dix-huit, (10-8) dix-neuf, (10-9) dix-dix, (10-10) dix-onze, (10-11) dix-douze, (10-12) dix-treize, (10-13) dix-quatorze, (10-14) dix-quinze, (10-15) dix-seize, (10-16) dix-dix-sept, (10-17) dix-dix-huit, (10-18) dix-dix-neuf, (10-19) dix-vingt, (10-20) dix-vingt et un, (10-21) dix-vingt-deux, (10-22) dix-vingt-trois, (10-23) dix-vingt-quatre, (10-24) dix-vingt-cinq, (10-25) dix-vingt-six, (10-26) dix-vingt-sept, (10-27) dix-vingt-huit, (10-28) dix-vingt-neuf, (10-29) dix-trente, (10-30) dix-trente et un, (10-31) dix-trente-deux, (10-32) dix-trente-trois, (10-33) dix-trente-quatre, (10-34) dix-trente-cinq, (10-35) dix-trente-six, (10-36) dix-trente-sept, (10-37) dix-trente-huit,

township of Potton, in the said district of Bedford;  
Defendant.

It is ordered upon notice of E. Racicot, Esquire, attorney for said Plaintiff, that by a notice in the french and english languages, to be twice inserted in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said W. F. Manson, one of the Defendants above named, who have not already file their claims, be now called upon to file them in this cause, in the office of the Clerk of this Court, at the Court House, in the village of Sweetsburg, in said district of Bedford, within fifteen days from the date of the first insertion of such notice in the said *Gazette*, in accordance with articles 603 and 604 of the code of civil procedure.

HALL & LEONARD.

1954

C. C. C.

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—County of Mégantic.*

Arthabaska, to wit: } **JAMES KINNEAR**, sr.,  
No. 5031. } Plaintiff; against **DAME MARY SIMPSON** *es-qualité*, Defendant.

1° Lot number seventeen b (17 b) of cadastre in the fifth range of the township of Leeds, containing one hundred acres more or less.

2° The north west half of lot number sixteen b (16 b) of cadastre, in the fifth range of the township of Leeds, containing fifty acres more or less.

To be sold at the registry office for the county of Mégantic, at Inverness, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at NINE of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the first day of June next.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.  
Arthabaskaville, 23rd March, 1889. 1262  
[First published, 23rd March, 1889.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } **THE CORPORATION OF**  
No. 191. } **THE TOWNSHIP OF**  
**STANFOLD**, Plaintiff; against **P. A. LANDRY**, Defendant.

The numbers ten two, (10-2) ten four, (10-4) ten five, (10-5) ten six, (10-6) ten seven, (10-7) ten eight, (10-8) ten nine, (10-9) ten ten, (10-10) ten eleven, (10-11) ten twelve, (10-12) ten thirteen, (10-13) ten fourteen, (10-14) ten fifteen, (10-15) ten sixteen, (10-16) ten seventeen, (10-17) ten eighteen, (10-18) ten nineteen, (10-19) ten twenty, (10-20) ten twenty one, (10-21) ten twenty two, (10-22) ten twenty three, (10-23) ten twenty four, (10-24) ten twenty five, (10-25) ten twenty six, (10-26) ten twenty seven, (10-27) ten twenty eight, (10-28) ten twenty nine, (10-29) ten thirty, (10-30) ten thirty one, (10-31) ten thirty two, (10-32) ten thirty three, (10-33) ten thirty four, (10-34) ten thirty five, (10-35) ten thirty six, (10-36) ten thirty seven, (10-37) ten thirty eight, (10-38)

(10-38) dix-trente-neuf, (10-39) dix-quarante, (10-40) dix-quarante et un, (10-41) dix-quarante-deux (10-42) dix-quarante-trois, (10-43) dix-quarante-quatre, (10-44) dix-quarante-cinq, (10-45) dix-quarante-six, (10-46) dix-quarante-sept, (10-47) dix-quarante-huit, (10-48) dix-quarante-neuf, (10-49) dix-cinquante, (10-50) dix-cinquante et un, (10-51) dix-cinquante-deux, (10-52) dix-cinquante-trois, (10-53) dix-cinquante-quatre, (10-54) dix-cinquante-cinq, (10-55) dix-cinquante-six, (10-56) dix-cinquante-sept, (10-57) dix-cinquante-huit, (10-58) dix-cinquante-neuf, (10-59) dix-soixante, (10-60) dix-soixante et un, (10-61) dix-soixante-deux, (10-62) dix-soixante-trois, (10-63) dix-soixante-quatre, (10-64) dix-soixante-cinq, (10-65) dix-soixante-six, (10-66) dix-soixante-sept, (10-67) dix-soixante-huit, (10-68) dix-soixante-neuf, (10-69) dix-soixante-dix, (10-70) dix-soixante-onze, (10-71) dans le neuvième rang, des plan et livre de renvoi officiels du township de Stanfold—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

P. L. TOUSIGNANT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 23 mars 1889. 1259 3  
[Première publication, 23 mars 1889.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, pour le comté de Châteauguay.  
Province de Québec, } JAMES MCGOWAN,  
District de Beauharnois, } Demandeur; vs.  
No. 3729. } HUGH BULGER, Défendeur.

Environ vingt-huit arpents, cinq perches, douze pieds et demi, indivis, d'une terre portant le No. 135 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme; de la contenance de deux arpents et cinq perches en front par vingt arpents de profondeur; superficie cinquante arpents—et les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Clothilde, LUNDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le premier de juin aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 20 mars 1889. 1207 3  
[Première publication, 23 mars 1889.]

ten thirty nine (10-39) ten forty, (10-40) ten forty one, (10-41) ten forty two, (10-42) ten forty three, (10-43) ten forty four, (10-44) ten forty five, (10-45) ten forty six, (10-46) ten forty seven, (10-47) ten forty eight, (10-48) ten forty nine, (10-49) ten fifty, (10-50) ten fifty one (10-51) ten fifty two, (10-52) ten fifty three (10-53) ten fifty four, (10-54) ten fifty five, (10-55) ten fifty six, (10-56) ten fifty seven, (10-57) ten fifty eight, (10-58) ten fifty nine, (10-59) ten sixty, (10-60) ten sixty one, (10-61) ten sixty two, (10-62) ten sixty three, (10-63) ten sixty four, (10-64) ten sixty five, (10-65) ten sixty six, (10-66) ten sixty seven, (10-67) ten sixty eight, (10-68) ten sixty nine, (10-69) ten seventy, (10-70) ten seventy one, (10-71) in the ninth range, of the official plan and book of reference for the township of Stanfold—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Eusèbe de Stanfold, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at ONE of the clock in the afternoon. Said writ returnable on the first day of June next.

P. L. TOUSIGNANT,  
Sheriff's Office, Sheriff  
Arthabaskaville, 23rd March, 1889. 1260  
[First published, 23rd March, 1889.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the County of Châteauguay.  
Province of Québec, } JAMES MCGOWAN,  
District of Beauharnois, } Plaintiff; vs. HUGH  
No. 3729. } BULGER, Defendant.

About twenty eight arpents, five perches, twelve feet and a half, undivided, of a land bearing No. 135 of the official plan and book of reference for the parish of Saint Jean Chrysostôme, containing two arpents and five perches in front by twenty arpents in depth; superficies fifty arpents—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Clothilde, MONDAY, the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the first June also next.

PHILEMON LABERGE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 20th March, 1889. 1208  
[First published, 23rd March, 1889.]

## Ventes par le Shérif—Bedford

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS CONTRE EFFETS ET TERRES.**

Cour Supérieure, } **WILLIAM KEARNEY,**  
District de Montréal, } Demandeur; contre  
No. 2720. } les effets et terres de **CHAS. M. MURRAY,** Défendeur.

Premièrement.—Une lisière de terre située dans la seigneurie de Saint-Armand, dans la paroisse de Saint-Armand ouest, dans le district de Bedford, formant partie du lot numéro vingt et un (21) dans les dites seigneurie et paroisse; bornée d'un côté vers l'est par le chemin public conduisant du dit canton de Stanbridge au dépôt de chemin de fer de Saint-Armand, de l'autre côté vers l'ouest par la ligne du bout ouest du dit lot, d'un côté vers le nord par le susdit canton de Stanbridge, et de l'autre côté vers le sud par le numéro du cadastre 81. La dite lisière de terre ci-dessus décrite est plus connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Armand ouest sous le numéro quatre-vingt-trois (83)—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites; supposée contenir soixante et douze acres et demi (72½).

Deuxièmement.—Toute cette étendue de terre située dans le canton de Stanbridge, connue et désignée comme la moitié est ou moitié du lot No. un dans le 10e rang des lots du dit canton, contenant cent acres de terre, plus ou moins, (sauf un petit morceau de terre employé comme cimetière, maintenant enclos)—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites. La dite étendue de terre est plus connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous le numéro deux cent sept (207).

Troisièmement.—Toute cette étendue de terre située dans le dit canton de Stanbridge, connue et désignée comme la moitié est du lot No. deux (2) dans le dixième rang des lots du dit canton, (sauf et excepté un petit morceau de terre situé au coin nord-ouest de la dite moitié est, maintenant appartenant à un nommé Wait Borden. Le dit morceau de terre supposé contenir un acre de terre plus ou moins). La dite étendue de terre ci-dessus décrite est plus connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous les numéros deux cent un (201) et deux cent deux (202).

Pour être vendue, la propriété en premier lieu ci-dessus décrite, au bureau du régistrateur, pour le comté de Missisquoi, dans le canton de Stanbridge, **MARDI**, le **VINGT-HUITIEME** jour de **MAI** prochain, à **NEUF** heures de l'avant-midi.

Pour être vendues, les propriétés en deuxième et troisième lieu ci-dessus décrites, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien, dans le canton de Stanbridge et district de Bedford, **MARDI**, le **VINGT-HUITIEME** jour de **MAI** prochain, à **HUIT** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatrième jour de juin prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,  
Sweetsburgh, 18 mars 1889.Shérif,  
1217 3

[Première publication, 23 mars 1889.]

## Sheriff's Sales—Bedford

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS AGAINST GOODS AND LANDS**

Superior Court, } **WILLIAM KEARNEY,**  
District of Montreal, } Plaintiff; against the  
No. 2720. } goods and lands of **CHAS. M. MURRAY,** Defendant.

Firstly.—A tract of land situated in the seigniorie of Saint Armand, in the parish of Saint Armand west, in the district of Bedford, formerly part of lot number twenty one (21), in the said seigniorie and parish; bounded on one side towards the east by the highway leading from the said township of Stanbridge to Saint Armand R. R. Depot, on the other side towards the west by the west end line of the said lot, on one side towards the north by the township of Stanbridge aforesaid and on the other side towards the south by the cadastral number 81, and the said tract of land above described is further known and distinguished under the official plan and book of reference of the said parish of Saint Armand west under number eighty three (83)—with the buildings and improvements thereon; supposed to contain seventy two acres and one half (72½).

Secondly.—All that tract or parcel of land situated in the township of Stanbridge, known and distinguished as the east half or moiety of lot No. one in the 10th range of lots in said township, containing one hundred acres of land, be the same more or less, (save therefrom a small piece of land used as a burying ground now fenced)—together with the buildings and improvements thereon. Said tract of land further known on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge under the number two hundred and seven (207).

Thirdly.—All that certain tract or parcel of land situated in the said township of Stanbridge, known and distinguished as the east half of lot No. two (2) in the tenth range of lots in the said township (save and except therefrom a small piece of land lying at the north west corner of the said east half now belonging to one Wait Borden. The said tract of land supposed to contain one acre of land, be the same, more or less). The said tract of land above described is further known and distinguished on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge under the numbers two hundred and one (201) and two hundred and two (202).

To be sold, the property firstly above described, at the registry office of the county of Missisquoi, in the township of Stanbridge, on **TUESDAY**, the **TWENTY EIGHTH** day of **MAY** next, at the hour of **NINE** of the clock in the forenoon.

To be sold, the property secondly and thirdly above described, at the parish church door of the parish of Saint Damien, in the township of Stanbridge and district of Bedford, on **TUESDAY**, the **TWENTY EIGHTH** day of **MAY** next, at the hour of **EIGHT** of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of June next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,  
Sweetsburgh, 18th March, 1889.Sheriff,  
1218

[First published, 23rd March, 1889.]

**FIERI FACIAS CONTRE MEUBLES ET IMMEUBLES.**

*Cour Supérieure.—District de Bedford.*

No. 3964. } **JAMES MILTIMORE**; contre  
DAME AZUBA ORCUTT *et vir.*

1° Toute cette étendue de terre connue et désignée comme partie du lot numéro huit, dans le cinquième rang des lots du canton de Potton, comté de Brome et district de Bedford, bornée comme suit, à savoir :

Commencant au coin sud-ouest du dit lot, de là vers le nord sur la ligne ouest de la même moitié de largeur du dit lot, de là vers l'est sur une ligne parallèle à la ligne sud du dit lot un quart de longueur d'icelle, de là vers le sud dans une ligne parallèle à la ligne ouest du dit lot jusqu'à la ligne sud d'icelle, de là à l'ouest sur la dite ligne sud jusqu'à la borne en premier lieu mentionnée, contenant vingt-cinq acres (25), plus ou moins, et connue maintenant sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton de Potton, sous le numéro trois cent quatre-vingt-treize (393).

2° Le quart du lot de clergé numéro sept, dans le cinquième rang des lots du dit canton de Potton, à prendre du bout ouest du dit lot, avec toutes ses appartenances, connu maintenant sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton de Potton, sous le numéro trois cent quatre-vingt-huit (388).

Pour être vendus, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à NEUF heures de l'avant-midi, au bureau d'enregistrement du comté de Brome, à Knowlton, dans le comté de Brome. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de juin prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,  
Sweetsburgh, 6 avril 1889.

Shérif.  
1599 3

[Première publication, 20 avril, 1889.]

**Ventes par le Shérif—Gaspé**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant le quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Dans la Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, } **CHARLES BROWN LANGLOIS**, de la cité de Québec, avocat, Demandeur;  
District de Québec. }  
No. 386. } contre les terres de **JOHN ROBINSON HAMILTON**, de New Carlisle, dans le comté de Bonaventure, écuyer, en sa qualité de curateur dûment nommé afin d'administrer la propriété de la Gaspé Fishery and Coal Mining Company, ci-devant corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à New Carlisle, susdit, et maintenant légalement dissoute, Défendeur.

Les quatre lots de terre suivants connus comme lots numéro quatorze, quinze, seize et dix-sept, dans le sixième rang des lots du canton de Port Daniel, dans le comté de Bonaventure, chacun des dits lots contenant quatre-vingt-seize acres et demi de terre

**FIERI FACIAS AGAINST GOODS AND LANDS.**

*Superior Court.—District of Bedford.*

No. 3964. } **JAMES MILTIMORE**; against  
DAME AZUBA ORCUTT *et vir.*

1° All that certain piece or parcel of land known and distinguished as part of lot number eight in the fifth range of lots in the township of Potton, county of Brome and district of Bedford, and bounded as follows, to wit :

Beginning at the south west corner of said lot from thence northerly on the west line of the same half the width of said lot, from thence easterly on a line parallel with south line of said lot one fourth the length of the same, from thence southerly in a line parallel with the west line of said lot to the south line of the same, from thence westerly on said south line to the first mentioned boundary, containing twenty five acres (25) be the same more or less, and now known on the cadastral plan and book of reference of the said township of Potton, as number three hundred and ninety three (393).

2° One fourth part of the clergy lot number seven in the fifth range of lots in the said township of Potton, to be measured off of the west end of said lot with all and every the appurtenances thereto belonging, now known on the cadastral plan and book of reference of the said township of Potton, under the number three hundred and eighty eight (388).

To be sold on TUESDAY the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon, at the registry office for the county of Brome, at Knowlton, in the county of Brome. Said writ returnable on the twenty eighth day of June next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,  
Sweetsburgh, 6th April, 1889.

Sheriff.  
1600

[First published, 20th April, 1889.]

**Sheriff's Sales—Gaspé**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*In the Superior Court.*

Canada, Province de Québec, } **CHARLES BROWN LANGLOIS**, of the city of Québec, esquire, advocate,  
District of Québec. }  
No. 386. } Plaintiff; against **JOHN ROBINSON HAMILTON**, of New Carlisle, in the county of Bonaventure, esquire, in his capacity of curator, duly appointed to administer the property of the Gaspé Fishery and Coal Mining Company, heretofore a body politic and corporate, having its principal place of business at New Carlisle, aforesaid, and now judicially dissolved, Defendant.

The four following lots of land known as lots numbers fourteen, fifteen, sixteen and seventeen, in the sixth range of lots in the township of Port Daniel, in the county of Bonaventure, each of the said lots, containing ninety six acres and one ha

en superficie ou environ, maintenant en la possession du dit John Robinson Hamilton, en sa qualité de curateur dûment nommé pour administrer la propriété de la dite Gaspé Fishery and Coal Mining Company.

Pour être vendus au bureau du registraire de la première division d'enregistrement du comté de Bonaventure, à New Carlisle, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de juin prochain (1889).

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif, C. B.  
New Carlisle, 13 avril 1889. 1623 2  
[Première publication, 20 avril 1889.]

### Sheriff's Sales—Iberville

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, son tpar le présent requises de les faire connaître suivan tla loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS.

*Cour de Circuit.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } JOSEPH RACETTE,  
No. 597. } Demandeur ; contre  
EDOUARD MALHIOT, Défendeur.

Un morceau de terre situé au côté nord de la rue Anne, en la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, étant partie du lot numéro deux cent soixante et dix-sept (277) des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville ; de la contenance de vingt et un pieds de front sur trente-six pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; borné en front, au sud, par la dite rue Anne, en profondeur, par le lot No. 276, à l'est par le reste du dit lot No. 277 et à l'ouest par le lot No. 278—avec une maison dessus construite.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, dans le dit district d'Iberville, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour d'août prochain.

CHS. NOLIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, le 13 mai 1889. 1987  
[Première publication, le 18 mai 1889.]

#### FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } DAME MARY ELYSA-  
No. 113. } BETH JONES, De-  
manderesse ; contre JOSEPH H. PRAIRIE, Dé-  
fendeur.

Une terre située au côté est du chemin du rang Saint-Michel, en la paroisse de Saint-Athanase, dans le district d'Iberville, de la contenance de deux arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Athanase, sous le numéro deux cent trente trois (233)—avec une maison, grange et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, le VINGT-

acre of land in superficies or thereabouts, now in possession of the said John Robinson Hamilton, in his quality of curator duly appointed to administer the property of the said Gaspé Fishery and Coal Mining Company.

To be sold at the registry office, of the first registration division of the county of Bonaventure, at New Carlisle, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of JUNE next, at the hour of ELEVEN in the forenoon. The said writ returnable on the twenty eighth day of June next, (1889).

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff, C. B.  
New Carlisle, 13th April, 1889. 1624  
[First published, 20th April, 1889.]

### Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS.

*Circuit Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } JOSEPH RACETTE, Plain-  
No. 597. } tiff ; against EDOUARD  
MALHIOT, Defendant.

A piece of land situate on the north side of Ann street, in the town of Iberville, in the district of Iberville, being a part of the lot number two hundred and seventy seven (No. 277), of the official plan and book of reference of the said town of Iberville ; containing twenty one feet in front and thirty six feet in depth, the whole more or less ; bounded in front, on the south, by the said Ann street, in depth by the lot No. 276, on the east by the remainder of said lot No. 277, and on the west by the lot No. 278—with a house thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, in the said district of Iberville, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the ninth day of August next.

CHS. NOLIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 13th May, 1889. 1988.  
[First published, 18th May, 1889.]

#### FIERI FACIAS.

*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } DAME MARY ELYSA-  
No. 113. } BETH JONES, Plain-  
tiff ; against JOSEPH H. PRAIRIE, Defendant.

A farm situate on the east side of the road of Saint Michel range, in the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, containing two arpents in front by twenty eight arpents in depth, the whole more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Athanase, under the number two hundred and thirty three (No. 233)—with a house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, on the TWENTY SEC-

DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures et demie de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de juillet prochain.

CHS. NOLIN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Jean le 15 mai, 1889. 2017  
[Première publication, 18 mai, 1889.]

### Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-aigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Joliette, à savoir : } ONESIME BEAUDRY, De-  
No. 1835. } mandeur; contre SA-  
MUEL L. KELLY, écuyer médecin, et commerçant  
de bois de la ville de Joliette, Défendeur.

Un lot numéro trois cent quatre-vingt-quatorze (394), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Joliette—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Joliette, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de septembre prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 13 mai 1889. 2087  
[Première publication, 18 mai 1889.]

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-aigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir : } JOSEPH RIOUX, mar-  
No. 1155. } chand, de la paroisse  
de Trois-Pistoles, Demandeur; contre ALPHONSE  
RIOUX, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Fran-  
çoise, et *usor*, *ès-qualité*, Défendeurs, c'est à savoir :

Une terre de trois arpents et trois perches de front sur quarante deux arpents de profondeur, plus ou

OND day of JULY next, at HALF PAST ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty sixth day of July next.

CHS. NOLIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Johns, 15th May, 1889. 2018  
[First published, 18th May, 1889.]

### Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Joliette, to wit : } ONESIME BEAUDRY, Plain-  
No. 1835. } tiff; against SAMUEL L.  
KELLY, Esquire, physician and dealing in wood,  
of the town of Joliette, Defendant.

A lot number three hundred and ninety four (394), on the official plan and in the book of reference, of the town of Joliette—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of September next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Shérif.  
Joliette, 13th May, 1889. 2088  
[First published, 18th May, 1889.]

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } JOSEPH RIOUX, mer-  
No. 1155. } chant of the parish of  
Trois-Pistoles, Plaintiff; against ALPHONSE  
RIOUX, farmer, of the parish of Sainte-Françoise  
et *usor*, *ès-qualité*, Defendant, to wit :

A land of tree arpents and three perches in front by forty two arpents in depth, more or less, situated

moins, située en le premier rang de la paroisse de Sainte-Françoise, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata pour la dite paroisse de Sainte-Françoise, sous les numéros vingt-deux et vingt-trois (22 et 23)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Françoise, VENDREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt-neuvième jour du même mois.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 19 mars 1889. 1229 3  
[Première publication, 23 mars 1889.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir : } **DAME EMERANCE**  
No. 922. } **PHANCAS DIT**  
**RAYMOND** et vir, de la paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, Demandeurs ; contre **CLEMENT PHANCAS DIT RAYMOND**, cultivateur, ci-devant de Notre-Dame du Lac Témiscouata, maintenant absent de la province, Défendeur :

Une terre située au premier rang des concessions de la seigneurie de Madawaska et de Notre Dame du Lac, dans la dite paroisse de Notre-Dame du Lac, de deux arpents et sept perches de front, sur trente arpents de profondeur, étant le numéro trente quatre (No. 34), au plan cadastral et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse ; bornée au nord-est, au Lac Témiscouata, au sud ouest, aux terres du second rang, au sud-est, à Edmond Boucher et au nord-ouest, aux représentants de feu John Ellis — avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Lac Témiscouata, MÉR-CREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à NEUF heures de l'avant midi. Bref rapportable le cinquième jour de juin aussi prochain.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville 19 mars 1889. 1227 3  
[Première publication, 23 mars 1889.]

**Ventes par le Shérif—Montmagny**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

District de Montmagny, } **BARTHELEMY POU-**  
No. 54. } **LIOT**, marchand, de  
la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours de l'Islet ;  
contre **ARTHUR BERNIER**, cultivateur, de la  
paroisse de Saint-Cyrille de Lessard, savoir :

Une terre située dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Cyrille de Lessard, connue au livre de renvoi et sur le plan officiels du cadastre du comté de l'Islet, pour la paroisse de Saint-Cyrille de

in the first range of the parish of Sainte Françoise known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the county of Témiscouata for the said parish of Sainte Françoise under numbers twenty two and twenty three (22 and 23)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Françoise, FRIDAY, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the twenty ninth day of the same month.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Shérif.  
Fraserville, 19th March, 1889. 1230  
[First published, 23rd March, 1889.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } **DAME EMERANCE**  
No. 922. } **PHANCAS DIT**  
**RAYMOND**, et vir, of the parish of Sainte Rose du Dégélé, Plaintiffs ; against **CLEMENT PHANCAS DIT RAYMOND**, farmer, heretofore of Notre Dame du Lac Témiscouata, now absent from the Province, Defendant.

A land situated in the first range of the concessions of the seignory of Madawaska and Notre Dame du Lac, in the said parish of Notre Dame du Lac, containing two arpents and seven perches in front by thirty arpents in depth, being number thirty four (No. 34) on the official cadastral plan and in the book of reference for the said parish ; bounded to the north east by Lake Témiscouata, to the south west by the lands of the second range, to the south east, by Edmond Boucher and to the north west by the representatives of the late John Ellis—with the building thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame du Lac Témiscouata, on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of MAY next, at NINE o'clock in the forenoon. Writ returnable on the fifth day of June also next.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Shérif.  
Fraserville, 19th March, 1889. 1228  
[First published, 23rd March, 1889.]

**Sheriff's Sales—Montmagny**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.*

District of Montmagny, } **BARTHELEMY POU-**  
No. 54. } **LIOT**, merchant, of  
the parish of Notre-Dame de Bonsecours de l'Islet ;  
against **ARTHUR BERNIER**, farmer, of the parish  
of Saint-Cyrille de Lessard, to wit :

A land situated in the second range of the parish of Saint-Cyrille de Lessard, known on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of l'Islet, for the parish of Saint-Cyrille de

Lessard, sous le No. 161, contenant deux arpents de front sur quarante-deux arpents de profondeur ; bornée au nord, au premier rang de Saint-Cyrille, au sud, au troisième rang, joignant d'un côté au nord-est aux représentants de Joseph Octave Fafard, et de l'autre côté au sud-ouest, à Désiré Mercier—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec la réserve de l'emplacement appartenant à Octave Mercier, qui se trouve sur la dite terre, et de l'emplacement appartenant à la municipalité scolaire No. 1 de Saint-Cyrille de Lessard.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille de Lessard, LUNDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

J. D. LEPINE, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 11 mai 1889. 1977  
[Première publication, 18 mai 1889.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.*

District de Montmagny. } NARCISSE BOU-  
No. 3207. } CHARD, de la  
paroisse de Saint-Valier, employé sur le chemin de  
fer Intercolonial ; contre EULOGÉ FORTIN, de  
la paroisse de Saint-Thomas, cultivateur, savoir :

Une terre de figure irrégulière située en la paroisse de Saint-Thomas, première concession du fleuve Saint-Laurent, connue au livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre du comté de Montmagny, pour la paroisse de Saint-Thomas, sous le No. 235 ; bornée vers le nord-est par les Nos. 234 et 236, vers le sud-ouest par les Nos. 238 et 239, vers le nord par le fleuve Saint-Laurent, et vers le sud par la ligne limitative entre la paroisse de Saint-Thomas et la paroisse de Saint-Pierre de la rivière du Sud, contenant en superficie cent neuf arpents soixante et trois perches et cinquante-six pieds (109.63.56), plus ou moins—avec ensemble une maison, granges et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; avec la réserve en faveur de Cyrille Coulombe, négociant, du même endroit, d'un lopin de terre à prendre sur la dite terre du côté sud du chemin public, courant sud le long de la ligne nord-est de la terre de Joseph Clavette, jusqu'à la traverse qui s'y trouve actuellement, sur la longueur de cent dix pieds (110), sans néanmoins avoir droit de construire aucune bâtisse sur le dit lopin de terre.

Pour être vendue à mon bureau, au palais de justice, dans la ville de Montmagny, LUNDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juillet prochain.

J. D. LEPINE, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 15 avril 1889. 1607 2  
[Première publication, 20 avril 1889.]

#### Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi : toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

Lessard, under the No. 161, containing two arpents of frontage by forty two arpents in depth ; bounded on the north, by the first range of Saint Cyrille, on the south by the third range, joining by one side, on the north east, to the representatives of Joseph Octave Fafard, and by the other side on the south west to Désiré Mercier—together with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, with the reserve of the emplacement belonging to Octave Mercier, and situate on said land, and of the emplacement belonging to the school municipality No. 1 of Saint Cyrille de Lessard.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cyrille de Lessard, on MONDAY, the TWENTY SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of August next.

J. D. LEPINE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Shérif.  
Montmagny, 11th May, 1889. 1978  
[First published, 18th May, 1889.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.*

District of Montmagny, } NARCISSE BOU-  
No. 3207. } CHARD, of the parish  
of Saint Valier, employee on the Intercolonial  
railway ; against EULOGÉ FORTIN, of the parish  
of Saint Thomas, farmer, to wit :

A land of irregular outline situated in the parish of Saint Thomas, first concession of Saint Lawrence River, known on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the county of Montmagny, for the parish of Saint Thomas, under No. 235 ; bounded to the north east by Nos. 234 and 236, to the south west by Nos. 238 and 239, to the north by Saint Lawrence River, and to the south by the limitative line between the parish of Saint Thomas, and the parish of Saint Pierre de la rivière du Sud, containing in superficies one hundred and nine arpents, sixty three perches and fifty six feet (109.63.56), more or less,—together with a house barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; reserving in favor of Cyrille Coulombe, trader, of the same place, a piece of land to be taken from the said land, on the south side of the public road, running south along the north east line of the land of Joseph Clavette, till the crossing (traverse) there now existing, by the length of one hundred and ten feet (110), without however having the right to erect any building on the said piece of land.

To be sold at my office, at the court house, in the town of Montmagny, MONDAY, the TWENTY FOURTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of July next.

J. D. LEPINE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Shérif.  
Montmagny, 15th April, 1889. 1608  
[First published, 20th April, 1889.]

#### Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale : oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## ALIAS FIERI FACIAS.

Montréal, à savoir : } **M**ESSIEURS Geoffrion  
No. 169. } **M** Dorion, Lafleur et  
Rinfret, avocats, de la cité et du district de Montréal,  
distrayants dans une certaine cause où JOHN  
PARKER, entrepreneur, de la ville de Lachine,  
district de Montréal, était Demandeur ; et DAME  
ZOE ROY, dite LAPENSEE, veuve de feu David  
Dunberry, de la paroisse de Saint-Michel, *alias* des  
Saints-Anges de Lachine, district de Montréal, était  
Défenderesse.

La jouissance et usufruit la vie durant de la dite  
Dame Zoé Roy dite Lapensee, d'un terrain sis et  
situé dans la paroisse de Saint-Michel de Lachine,  
au lieu appelé Rivière Saint-Pierre, ou chemin du  
Bas de Lachine (Lower Lachine road), connu et  
désigné au plan et livre de renvoi officiels de la  
paroisse de Lachine, sous le numéro neuf cent  
quatre-vingt-quatre (984), borné en front par le  
chemin de la rivière Saint-Pierre—avec une maison  
dessus construite. La dite jouissance et usufruit  
appartient à la défenderesse en vertu du testament  
de feu David Dunberry son époux, reçu à Lachine  
le ou vers le premier mars mil huit cent soixante et  
dix, devant maître Dubreuil, notaire et témoins.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale  
de la paroisse de Saint-Michel de Lachine, le DIX-  
NEUVIEME jour de JUILLET prochain à DIX  
heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le  
vingt-deuxième jour de juillet prochain.

M. JACQUES VILBON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 15 mai 1889. 2049  
[Première publication, 19 mai 1889.]

## FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L**A BANQUE DES MAR-  
No. 1461. } **L** CHANDS DU CANA-  
DA, corps politique et dûment incorporé, faisant  
les affaires de banque et ayant son principal bureau  
et place d'affaires dans les cité et district de Montréal,  
Demanderesse ; contre les terres et tenements de  
ROBERT D. SAVAGE, des cité et district de Mon-  
tréal, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans la cité et le district  
de Montréal ; borné en front par la rue du Grand  
Tronc, connu et désigné aux plan et livre de renvoi  
officiels du ci-devant village de Saint-Augustin,  
paroisse de Montréal sous le numéro deux mille neuf  
cent seize (2916)—sans bâtisses.

2° Un lot de terre situé au même lieu ; borné en  
front par la rue du Grand Tronc, connu et désigné  
aux dits plan et livre de renvoi officiels sous le  
numéro deux mille neuf cent dix-sept (2917)—sans  
bâtisses.

3° Un lot de terre situé au même lieu ; borné en  
front par la rue du Grand-Tronc, connu et désigné  
aux dits plan et livre de renvoi officiels sous le nu-  
méro deux mille neuf cent dix-huit (2918).

4° Un lot de terre situé au même lieu ; borné en  
front par la rue du Grand-Tronc, connu et désigné  
aux dits plan et livre de renvoi officiels sous le  
numéro deux mille neuf cent dix-neuf (2919)—avec  
une petite maison en planches dessus construite.

Pour être vendus en mon bureau en la cité de  
Montréal le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET  
prochain à DIX heures de l'avant midi. Le dit bref  
rapportable le trentième jour de juillet prochain.

M. JACQUES VILBON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 15 mai 1889. 2053  
[Première publication, 18 mai 1889.]

## FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **T**HEOPHILE BASTIEN,  
No. 1150. } **T** cultivateur, de la paroisse

## ALIAS FIERI FACIAS.

Montreal, to wit : } **M**ESSRS Geoffrion, Dorion,  
No. 169. } **M** Lafleur & Rinfret, advo-  
cates, of the city and district of Montreal, dis-  
trayants in a certain cause wherein JOHN PAR-  
KER, contractor, of the town of Lachine, district  
of Montreal, was Plaintiff ; and DAME ZOE ROY  
dite LAPENSEE, widow of the late David Dun-  
berry, of the parish of Saint Michel, *alias* les Saints  
Anges de Lachine, district of Montreal, was Defen-  
dant.

The enjoyment and usufruct, during the lifetime  
of the said Dame Zoé Roy dite Lapensee, of a piece  
of land being and situate in the parish of Saint Mi-  
chel de Lachine, at the place called River Saint  
Pierre or Lower Lachine road, known and design-  
ated on the official plan and in the book of refer-  
ence for the parish of Lachine, under number nine  
hundred and eighty four (984), bounded in front,  
by the road of river Saint Pierre—with a house  
thereon erected. The said enjoyment and usufruct  
belongs to the defendant in virtue of the will of the  
late David Dunberry, her husband, passed at La-  
chine on or about the first March, one thousand  
eight hundred and seventy, before M<sup>re</sup> Dubreuil,  
notary, and witnesses.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of Saint Michel de Lachine, on the NINE-  
TEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in  
the forenoon. The said writ returnable on the  
twenty second day of July next.

M. JACQUES VILBON,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 15th May, 1889. 2050  
[First published, 18th May, 1889.]

## FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T**HE MERCHANTS BANK  
No. 1461. } **T** OF CANADA, a body  
politic and corporate duly incorporated, carrying on  
business of banking and having its chief office and  
place of business in the city and district of Montreal,  
Plaintiff ; against the lands and tenements of  
ROBERT D. SAVAGE, of the city and district of  
Montreal, Defendant.

1° A lot of land situated in the city and district of  
Montreal ; bounded in front by Grand Trunk street,  
known and designated on the official plan and book  
of reference of the heretofore village of Saint Au-  
gustin, parish of Montreal, under number two thou-  
sand nine hundred and sixteen (2916)—without build-  
ings ;

2° A lot of land situated in the same place ; bound-  
ed in front by Grand Trunk street, known and de-  
signed on the said official plan and in the book of  
reference, under number two thousand nine hundred  
and seventeen (2917)—without buildings ;

3° A lot of land situated in the same place ; bound-  
ed in front by Grand Trunk street, known and de-  
signed on the said official plan and in the book of  
reference, under number two thousand nine hundred  
and eighteen (2918.)

4° A lot of land situated in the same place ; bound-  
ed in front by Grand Trunk street, known and de-  
signed on the said official plan and in the book of  
reference under number two thousand nine hundred  
and nineteen (2919)—with a small house  
made wick boards thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal,  
on the NINETEENTH day of JULY next, at  
TEN o'clock in the forenoon. The said writ return-  
able on the thirteenth day of July next.

M. JACQUES VILBON,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 15th May, 1889. 2054  
[First published, 18th May, 1889.]

## FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T**HEOPHILE BASTIEN,  
No. 1150. } **T** farmer, of the parish of

de Sainte-Rose, district de Montréal, demandeur ; contre les terres et tenements de JEAN-BAPTISTE CHARBONNEAU, père, de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, district de Montréal, défendeur.

Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, district de Montréal, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Vincent de Paul, sous le numéro trois cent trente-six (336) ; borné en front par la rivière des Prairies, et en arrière par les terres de Saint-François—avec une maison, grange et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de juillet prochain.

M. JACQUES VILBON,

Bureau du Shérif, Montréal, 15 mai 1889. Député-Shérif. 2051

[Première publication, 18 mai 1889.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Circuit pour le district de Montréal.*

Montréal, à savoir : ) MICHEL LAURENT, No. 10653. ) M échevin, et Alphonse David, avocat, ce dernier en sa qualité d'exécuteur testamentaire de Ferdinand David, en son vivant député provincial, Dame Delphine Choquette, veuve de feu l'honorable Sévère Rivard, en son vivant Conseiller Législatif, tous de Montréal, et Gustave Adolphe Drolet, Chevalier de la Légion d'Honneur, de Paris, France, Demandeurs ; contre les terres et tenements de ALEXIS GAGNON, menuisier, de Montréal, Défendeur.

Un emplacement situé au quartier Saint-Jean Baptiste, dans la cité de Montréal, ci-devant paroisse de Saint-Jean Baptiste, dans le district de Montréal, connu et désigné comme lot numéro sept cent trente-trois (733) de la subdivision officielle du lot numéro quinze (15) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean Baptiste ; borné en front par la rue Sanguinet—avec une maison en bois.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT UNIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour de juillet prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 16 avril 1889. Shérif. 1625 2

[Première publication, 20 avril 1889.]

*Cour Supérieure.*

Montréal, à savoir : ) N RE LOUIS PIGEON, No. 144. ) I de la ville de Lachine, district de Montréal, Failli ; et C. HECTOR PARENT, comptable et liquidateur, de la cité de Montréal, curateur dûment nommé aux biens du dit failli et dûment autorisé pour les fins de la saisie et vente des immeubles ci-après décrits et requérant icelle vente tant en vertu de l'article 772 du code de procédure civile pour le Bas-Canada tel qu'amendé par l'acte 48 Vict., chap. 22, section 6, que par ordonnance de l'honorable juge Mathieu, un des juges de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en date du onzième jour de mars mil huit cent quatre-vingt-neuf (1889) ; les dits immeubles décrits comme suit dans le mandat du dit curateur :

1° Un terrain à bois, de forme irrégulière, sis et situé au Côteau Saint-Pierre, en la paroisse de Notre-Dame de Grâce, étant et formant partie du lot numéro cent vingt-six, aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, dont la dite paroisse de Notre-Dame de Grâce est un démembrement, mesurant le dit terrain, environ cinq arpents en superficie, plus ou moins, et limité comme suit, savoir : borné au nord par le chemin de la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada, représentant la compagnie de chemin de fer Montréal et Champlain, au sud et au sud-ouest par le petit lac Saint-Pierre, et du côté nord-est par le lot numéro cent trente-sept, aux dits

Sainte Rose, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JEAN BAPTISTE CHARBONNEAU, senior, of the parish of Saint Vincent de Paul, district of Montreal, Defendant.

A piece of land situated in the parish of Saint Vincent de Paul, district of Montreal, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Vincent de Paul, under number three hundred and thirty six 336 ; bounded in front by River des Prairies, and in rear by the lands of Saint François—with a house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Vincent de Paul, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of July next.

M. JACQUES VILBON,

Sheriff's Office, Montreal, 15th May, 1889. Deputy Sheriff. 2952

[First published, 18th May, 1889.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit Court for the District of Montreal.*

Montréal, to-wit : ) MICHEL LAURENT, alder- No 10653. ) M man, and Alphonse David, advocate, the latter in his quality of testamentary executor of Ferdinand David, in his lifetime deputy to the Provincial Legislature, Dame Delphine Choquette, widow of the late Honorable Sévère Rivard, in his lifetime Legislatif Councillor, all of Montreal, and Gustave Adolphe Drolet, *Chevalier de la Légion d'Honneur*, of Paris, France, Plaintiffs ; against the lands and tenements of ALEXIS GAGNON, carpenter, of Montreal, Defendant.

An emplacement situated in Saint Jean Baptiste's ward, in the city of Montreal, heretofore parish of Saint Jean Baptiste, in the district of Montreal, known and designated under number seven hundred and thirty three (733) of the official subdivision of lot number fifteen (15) on the official plan and in the book of reference, of the incorporated village of Saint Jean Baptiste ; bounded in front by Sanguinet street—with a wooden house.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of July next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 16th April 1889. Sheriff. 1626

[First published, 20th April, 1889.]

*Superior Court.*

Montréal, to wit : ) N RE LOUIS PIGEON, of the No. 144. ) I town of Lachine, district of Montreal, Insolvent ; and C. HECTOR PARENT, accountant and liquidator of the city of Montreal, curator duly appointed to the estate of the said insolvent and duly authorized for the purposes of the seizure and sale of the immoveable hereinafter described and requesting said sale, as well in virtue of article 772 of the code of civil procedure of Lower Canada, as amended by Act 48 Vict., chap. 22, section 6, as by order of Honorable Justice Mathieu, a judge of the Superior Court for the district of Montreal, dated eleventh March, eighteen hundred and eighty nine, (1889) ; the said immoveables described as follows in the said curator's warrant :

1° A wood land, of irregular outline, being and situated in Côteau Saint Pierre, parish of Notre-Dame de Grâce, being and forming part of lot number one hundred and twenty six, on the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal of which the said parish of Notre-Dame de Grâce is a dismemberment, measuring the said land about five arpents in superficies, more or less, and bounded as follows, to wit : bounded to the north by the Grand Trunk Railway Company of Canada, representing the Montreal and Champlain Railway Company, to the south and south west by the *petit lac Saint-Pierre*, and on the north east side by lot number one hundred and

plan et livre de renvoi du cadastre sur la municipalité de la paroisse de Montréal.

2° Une petite lisière de terre contenant environ six pouces de largeur sur la rue Saint-Joseph, et environ trente pouces de largeur en arrière, sur environ trente-trois pieds de longueur, mesure anglaise; bornée devant par la rue Saint-Joseph, derrière et du côté est par le lot numéro sept cent soixante et dix-huit du cadastre de la ville de Lachine, et du côté ouest par le lot No. sept cent soixante et dix-neuf du dit cadastre de la dite ville de Lachine, à extraire la dite lisière de terre de ce lot connu et désigné dans le No. sept cent soixante et dix-huit du cadastre de la dite ville de Lachine—avec les dépendances y érigées.

3° Une lisière de terre contenant vingt-huit pieds et demi de largeur en front sur la rue Saint-Joseph, à être extraite de ce lot de terre connu et désigné sous le numéro sept cent soixante et dix-neuf, sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la dite ville de Lachine, en partant de l'extrémité au coin nord-ouest du lot numéro sept cent soixante et dix-huit du dit cadastre, mais n'ayant que vingt-sept pieds de largeur en arrière, par toute la profondeur du dit lot numéro sept cent soixante et dix-neuf, mesure anglaise—avec une maison à deux étages et demi et les dépendances y érigées, lequel terrain est limité comme suit: au nord par la rue Saint-Joseph, au sud par partie du lot numéro sept cent quatre-vingt-un du dit cadastre, à l'est par les lots numéros sept cent soixante et dix-sept et sept cent soixante et dix-huit du dit cadastre, et à l'ouest par le résidu du dit lot numéro sept cent soixante et dix-neuf.

4° Un lopin de terre situé dans la dite ville de Lachine, contenant dix-neuf pieds et trois pouces de largeur par environ cinquante sept pieds de longueur—avec les bâtisses y érigées, à extraire du lot connu sous le numéro sept cent soixante et dix-sept sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite ville de Lachine; lequel lopin de terre est borné au nord, par le lot numéro sept cent soixante et dix-huit du dit cadastre, au sud par le lot numéro sept cent soixante et treize, du côté est, par le résidu du lot numéro sept cent soixante et dix-sept et du côté ouest, partie par le lot numéro sept cent soixante et dix-neuf et partie par le lot numéro sept cent quatre-vingt-un du dit cadastre.

5° Enfin, un lopin de terre situé au même lieu, contenant cinquante pieds de largeur par cent vingt-quatre pieds de profondeur dans la ligne est et cent trente et un pieds de profondeur dans la ligne ouest—avec les dépendances y érigées; lequel lopin de terre fait partie (la partie sud-est) de ce lot de terre connu et désigné sous le numéro sept cent quatre-vingt-un sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la dite ville de Lachine et est borné comme suit: au nord, par le lot numéro sept cent soixante et dix-neuf, au sud par le lot numéro sept cent soixante et treize, à l'est partie par le lot numéro sept cent soixante et dix-sept et à l'ouest par le résidu du dit lot numéro sept cent quatre-vingt-un; lesquels susdits immeubles décrits en deuxième, troisième, quatrième et cinquième lieux, ne formant qu'une seul emplacement, une seule exploitation.

Pour être vendus comme suit, savoir 1° (Paragraphe (un) en mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT CINQUIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et Nos. 2, 3, 4, 5 (paragraphe deux, trois, quatre et cinq), à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel de Lachine, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

M. JACQUES VILBON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montreal, 20 mars 1889. 1255 3  
[Première publication, 23 mars 1889.]

thirty seven on the said plan and in the book of reference of the cadastre for the municipality of the parish of Montreal.

2° A small tract of land containing about six inches in width on Saint Joseph street, and about thirty inches in width, in rear, by about thirty-three feet in length, english measure; bounded in front by Saint Joseph street, in rear and on the east side by lot number seven hundred and seventy-eight of the cadastre for the town of Lachine, and on the west side by lot No. seven hundred and seventy-nine, of the said cadastre for the said town of Lachine, to be taken the said tract of land from this lot known and designated No. seven hundred and seventy-eight of the cadastre for the said town of Lachine—with the dependencies thereon erected.

3° A tract of land containing twenty-eight feet and a half in width, in front, on Saint Joseph street, to be taken from this lot of land known and designated under number seven hundred and seventy-nine, on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said town of Lachine, starting from the extremity or north west corner of lot number seven hundred and seventy-eight of the said cadastre, but having only twenty-seven feet in width, in rear by the whole depth of said lot number seven hundred and seventy-nine, english measure—with a house two story and a half high and the dependencies thereon erected, which piece of land is bounded as follows: to the north by Saint Joseph street, to the south by part of lot number seven hundred and eighty-one of the said cadastre, to the east by the lots numbers seven hundred and seventy-seven and seven hundred and seventy-eight of the said cadastre and to the west by the remainder of said lot number seven hundred and seventy-nine.

4° A parcel of land situated in the said town of Lachine, containing nineteen feet and three inches in width by about fifty seven feet in length—with the buildings thereon erected, to be taken from the lot known under number seven hundred and seventy seven of the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said town of Lachine; which parcel of land is bounded to the north by lot number seven hundred and seventy eight of the said cadastre, to the south by lot number seven hundred and seventy three, on the east side, by the remainder of the lot number seven hundred and seventy seven, and on the west side partly by lot number seven hundred and seventy nine and partly by lot number seven hundred and eighty one of the said cadastre.

5° Lastly, a parcel of land situated in the same place, containing fifty feet in width by one hundred and twenty four feet in depth in the east line, and one hundred and thirty one feet in depth in the west line—with the dependencies thereon erected; which parcel of land forms part (the south east part) of this lot of land known and designated under number seven hundred and eighty one on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said town of Lachine, and is bounded as follows: to the north by lot number seven hundred and seventy nine, to the south by lot number seven hundred and seventy three, to the east, partly by lot number seven hundred and seventy seven, and to the west by the remainder of said lot number seven hundred and eighty one; which immovables aforesaid secondly, thirdly, fourthly and fifthly described form but a single emplacement, a single property.

To be sold as follows, to wit: 1° (Paragraph first) at my office in the city of Montreal on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon and Nos. 2, 3, 4, 5, (Paragraph second, third, fourth and fifth) at the parochial church door of the parish of Saint Michel of Lachine, the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

M. JACQUES VILBON,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 20th March, 1889. 1257  
[First published, 23rd March, 1889.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **E**DOUARD MATTE, de la  
No. 363. } Cité de Québec, menuisier  
entrepreneur; contre JOSEPH ALPHONSE ELISÉE  
CHAPERON, de Québec, écr., notaire, à  
savoir :

Un morceau de terre de forme triangulaire formant le coin des rues Saint-Georges et Richelieu, étant la partie du lot No. 3305, du cadastre officiel du quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, qui reste après déduction faite de la partie qui appartient à Edmond Patry—circonstance et dépendances, sujet à une rente foncière constituée de \$1.80 payable à l'Hôtel Dieu de Québec, le 29 septembre, chaque année.

Pour être vendu en mon bureau en la cité de Québec, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le seizième jour d'août prochain.

ALLEYN &amp; PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 16 mai 1889. 2071  
[Première publication, 18 mai 1889.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **L**OUIS DORVAL, de la pa-  
No. 2552. } roisse de Saint-Félix du  
Cap Rouge, cultivateur; contre J. A. E. CHAPE-  
RON, de la cité de Québec, écuyer, notaire, à savoir :  
Le lot No. 3498 du cadastre officiel du quartier  
Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplace-  
ment situé rue Saint-Olivier—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau en la cité de Québec le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'août prochain.

ALLEYN &amp; PAQUET,

Bureau du shérif, Shérif.  
Québec, 16 mai 1889. 2073  
[Première publication, 18 mai 1889.]

VENDITIONI EXPONAS A LA FOLLE  
ENCHERE.

Québec, à savoir : } **L**OUIS ROBITAILLE, de la  
No. 2520. } Cité de Québec, maître-  
menuisier; contre FRANÇOIS XAVIER LE-  
FRANÇOIS, de la cité de Chicago, dans l'Etat  
d'Illinois, Etats-Unis d'Amérique et autres, et  
Marie Zéroïde *alias* Heroïde Lefrançois, fille ma-  
jeure, de la paroisse de l'Ange-Gardien, à la folle  
enchère frais et charges de Marie Huot, veuve de  
Joseph Sansfaçon, à savoir :

Saisis comme appartenant à la dite Zéroïde *alias*  
Heroïde Lefrançois.

1° Le lot No. 1 du cadastre officiel de la paroisse  
de l'Ange Gardien, étant une terre contenant en  
superficie à peu près 146 arpents et 50 perches—  
avec bâtisses, située sur le bord du fleuve Saint-  
Laurent qui la borne; au sud à basse marée, à dis-

## Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS have  
been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below. All persons  
having claims on the same which the Registrar is  
not bound to include in his certificate, under ar-  
ticle 700 of the code of civil procedure of Lower  
Canada, are hereby required to make them known  
according to law. All oppositions *afin d'annuler*,  
*afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions  
to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*,  
are required to be filed with the undersigned,  
at his office, previous to the fifteen days next  
preceding the day of sale; oppositions *afin de*  
*conserver* may be filed at any time within six days  
next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS.

Circuit of Québec.

Québec, to wit : } **E**DOUARD MATTE, of the  
No. 363. } City of Québec, joiner con-  
tractor; against JOSEPH ALPHONSE ELISÉE  
CHAPERON, of Québec, Esquire, notary, to wit :

A piece of land of triangular outline, being the  
corner of Saint Georges and Richelieu streets, being  
the part of the lot No. 3305, of the official cadastre  
of Saint John ward of the city of Québec, residue  
after deducting the portion belonging to Edmond  
Patry—circumstances and dependencies, subject to  
a constituted ground rent of \$1.80 payable to the  
Hotel-Dieu of Québec, on the 29th September, each  
year.

To be sold at my office, in the city of Québec, on  
the NINETEENTH day of JULY next, at TEN  
o'clock in the forenoon. The said writ returnable  
on the sixteenth day of August next.

ALLEYN &amp; PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 16th May, 1889. 2072  
[First published, 18th May, 1889.]

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **L**OUIS DORVAL, of the parish  
No. 2552. } of Saint Félix du Cap-Rouge,  
farmer; against J. A. E. CHAPERON, of the city  
of Québec, Esquire, notary, to wit :

Lot No. 3498 of the official cadastre of Saint  
John's ward of the city of Québec, being an emplace-  
ment situated on Saint Oliver street—with build-  
ings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on  
the NINETEENTH day of July next, at TEN  
o'clock in the forenoon. The said writ returnable  
on the fifteenth day of August next.

ALLEYN &amp; PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 16th May, 1889. 2074  
[First published, 18th May, 1889.]

VENDITIONI EXPONAS A LA FOLLE  
ENCHERE.

Québec, to wit : } **L**OUIS ROBITAILLE, of the  
No. 2520. } City of Québec, joiner; against  
FRANÇOIS XAVIER LEFRANÇOIS, of the city  
of Chicago, in the State of Illinois, United States of  
America and others, and Marie Zéroïde *alias* Hé-  
roïde Lefrançois, spinster, of the parish of l'Ange  
Gardien, at the folle enchère costs and charges of  
Marie Huot, widow of Joseph Sansfaçon, to wit :

Seized as belonging to the said Zéroïde *alias* Hé-  
roïde Lefrançois.

1° Lot No. 1 of the official cadastre for the parish  
of l'Ange Gardien, being a land containing in super-  
ficies about 146 arpents and 50 perches—with build-  
ings, abutting to the Saint Lawrence River which  
bounds it; on the south, at low-tide, reserving the

traire le terrain occupé par la compagnie du chemin de fer de Québec Montmorency et Charlevoix pour le passage de sa ligne de chemin de fer, et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, daté à Québec le 8e jour de mai 1889, un dépôt de soixante et trois piastres et vingt et un centins sera requis de tout enchérissour avant de recevoir son enchère.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de l'Ange-Gardien, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI courant, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juin prochain.

ALLEYN & PAQUET,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 9 mai 1889. 1951 2  
[Première publication, 11 mai 1889.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **MARIE ANNE MARGUE-**  
No. 227. } **RITE ADELINA**  
**DROUIN**, de la cité de Québec, fille majeure usant de ses droits contre **JOSEPHTE L'HEROS**, de la cité de Québec, veuve de Joseph Lepire, à savoir :

Le No. 3815 de cadastre officiel du quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain au coin des rues Burton et Claire Fontaine,—avec bâtisses, sujet à une rente constituée de \$10.00 payable 1er mai de chaque année aux Dames Ursulines de Québec, tel que voulu en un acte de vente du 26 janvier 1881, passé devant V. W. Larue, écuyer, notaire, et à une autre rente de \$8.00 payable le 1er novembre 1889, en faveur de Cyr. Tessier, écuyer, notaire.

Pour être vendu en mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de mai prochain.

J. B. AMYOT,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Québec, 21 mars 1889. 1285 3  
[Première publication, 23 mars 1889.]

**Ventes par le Shérif—Richelieu**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sus-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**

Cour de Circuit du district de Richelieu.  
Sorel, à savoir : } **JAMES FERGUSON ARMS-**  
No. 1831. } **TRONG**, Demandeur; contre  
**MICHEL AYOTTE et al.**, Défendeurs.

Comme appartenant à Pierre St. Michel.  
Un morceau de terre situé en la ville de Sorel, sur la rue Adélaïde, connu comme faisant partie du lot numéro cinquante (No. 50) du cadastre officiel de la dite ville de Sorel, voisin du lot No. 49, de trente-trois pieds de front sur soixante et six pieds de profondeur—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice en la ville de Sorel, le VINGTIEME jour du mois de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref

land occupied by the Quebec Montmorency and Charlevoix Railway, for the passage of said railway line, and in virtue of a judgment of the superior court dated at Quebec, the 8th day of May, 1889, a deposit amounting to sixty-three dollars and twenty one cent, shall be required from every bidder before receiving his bid.

To be sold, at the parochial church door of l'Ange Gardien, on the TWENTY-SEVENTH day of MAY instant, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth-fifth day of June next.

ALLEYN & PAQUET,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 9th May, 1889. 1952  
[First published, 11th May, 1889.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **MARIE ANNE MARGUE-**  
No. 227. } **RITE ADELINA**  
**DROUIN**, of the city of Québec, *fille majeure usant de ses droits*, against **JOSEPHTE L'HEROS**, of the city of Québec, widow of Joseph Lepire, to wit :

No. 3815 of the official cadastre of Montcalm's ward of the city of Québec, being a piece of land at the corner of Burton and Claire-Fontaine streets—with buildings, subject to a constituted rent of \$10.00 payable the 1st May, each year, to the Dames Ursulines of Québec, as stipulated in a deed of sale of 26th January, 1881, passed before V. W. Larue, esq., notary, and to another rent of \$8.00 payable the 1st November, 1889, to Cyr Tessier, esq., notary.

To be sold at my office in the city of Québec, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty seventh day of May next.

J. B. AMYOT,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Quebec, 21st March, 1889. 1286  
[First published, 23rd March, 1889.]

**Sheriff's Sales—Richelieu**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS.**

Circuit Court of the district of Richelieu.  
Sorel, to wit : } **JAMES FERGUSON ARMS-**  
No. 1831. } **TRONG**, Plaintiff; against  
**MICHEL AYOTTE et al.**, Defendants.

As belonging to Pierre Saint Michel.  
A piece of land situated in the town of Sorel, on Adélaïde street, known as being part of the lot number fifty (No. 50), on the official cadastre for the said town of Sorel, joining the lot number 49, containing thirty three feet in ~~the~~ by sixty six feet in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office of the district of Richelieu, at the Court house in the town of Sorel, on the TWENTIETH day of the month of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ

rapportable le deuxième jour du mois de septembre prochain.

Bureau du Shérif, Sorel, 15 mai 1889.  
 P. GUEVREMONT, Shérif. 2013  
 [Première publication, 18 mai 1889.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Circuit du district de Richelieu.*

Sorel, à savoir : ) CHARLES HUDON BEAU-  
 No. 17066. ) LIEU, Demandeur ; contre  
 MICHEL BOISVERT et JOSEPH TESSIER, Dé-  
 fendeurs.

Comme appartenant à Joseph Tessier, l'un des dits défendeurs.

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, de la contenance d'un arpent de front sur vingt et un arpents et six perches de profondeur, connu au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, sous le numéro six cent quatre-vingt-six (No. 686).

2° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, de la contenance d'un arpent et cinq perches de front sur vingt et un arpents et six perches de profondeur, connu au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, sous le numéro six cent quatre-vingt sept (No. 687).

3° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, de la contenance de cinq perches de front sur vingt et un arpents et six perches de profondeur, connu au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, sous le numéro six cent quatre-vingt huit (No. 688).

4° La juste moitié nord-ouest d'un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, de la contenance le dit lot de terre de trois arpents de front sur vingt et un arpents et six perches de profondeur, connu le dit morceau de terre au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, sous le numéro six cent quatre-vingt cinq (No. 685).

5° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Elphège, en le gore de Wendover, de la contenance de trois arpents de front sur neuf arpents et sept perches et demie de profondeur, connu au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, sous le numéro sept cent quatre-vingt cinq (No. 785)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus comme suit, savoir : les lots en premier, deuxième, troisième et quatrième lieux désignés, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et celui en cinquième lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Elphège, le MEME JOUR, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le premier jour du mois de juin prochain.

Bureau du Shérif, Sorel, 20 mars 1889.  
 P. GUEVREMONT, Shérif. 1291 3  
 [Première publication, 23 mars 1889.]

**Ventes par le Shérif—Saguenay**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont

returnable on the second day of the month of September next.

Sheriff's Office, Sorel, 15th May, 1889.  
 P. GUEVREMONT, Sheriff. 2014  
 [First published, 18th May, 1889.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit Court for the district of Richelieu.*

Sorel, to wit : ) CHARLES HUDON BEAULIEU,  
 No. 17066. ) Plaintiff ; against MICHEL  
 BOISVERT AND JOSEPH TESSIER, Defendants.

As belonging to Joseph Tessier, one of the said Defendants.

1° A lot of land situated in the parish of Saint Zéphirin de Courval, containing one arpent in front by twenty one arpents and six perches in depth, known on the official cadastre for the said parish of Saint Zéphirin de Courval, under number six hundred and eighty six (No. 686).

2° A lot of land situated in the parish of Saint Zéphirin de Courval, containing one arpent and five perches in front by twenty one arpents and six perches in depth, known on the official cadastre for the said parish of Saint Zéphirin de Courval, under number six hundred and eighty seven (No. 687).

3° A lot of land situated in the parish of Saint Zéphirin de Courval, containing five perches in front by twenty one arpents and six perches in depth, known on the official cadastre for the said parish of Saint Zéphirin de Courval, under number six hundred and eighty eight (688).

4° The exact north west half of a lot of land situated in the parish of Saint Zéphirin de Courval, containing the said lot of land three arpents in front by twenty one arpents and six perches in depth, known the said piece of land on the official cadastre for the said parish of Saint Zéphirin de Courval, under number six hundred and eighty five (685).

5° A lot of land situated in the parish of Saint Elphège, in the gore of Wendover, containing three arpents in front by nine arpents and seven perches and a half in depth, known on the official cadastre for the parish of Saint Thomas de Pierreville, under number seven hundred and eighty five (785)—with the buildings thereon erected.

To be sold as follows, to wit : the lots firstly, secondly, thirdly and fourthly designated, at the parochial church door of the parish of Saint Zéphirin de Courval, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon, and the lot fifthly designated, at the parochial church door of the parish of Saint Elphège, the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable the first day of June next.

Sheriff's Office, Sorel, 20th March, 1889.  
 P. GUEVREMONT, Sheriff. 1292  
 [First published, 23rd March, 1889.]

**Sheriff's Sales—Saguenay**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be

immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir : } **S**ERAPHIN DUFOUR, cultivateur, de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, et Charles Angers, du même lieu, avocat, procureur distrayant ; contre FRANÇOIS TREMBLAY et ONESIME TREMBLAY, fils de Hilaire, cultivateurs et commerçants, le premier de la paroisse Saint-Siméon et le second de la paroisse Saint-Fidèle, à savoir :

Comme appartenant au dit François Tremblay :

1° Le lot No. 317 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Fidèle, rang du cap à l'Aigle, mesurant en front deux arpents sur trente arpents de profondeur—avec bâtisses.

2° Le lot No. 425 du dit cadastre, rang Sainte-Mathilde, mesurant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur—sans bâtisses.

Comme appartenant au sus-dit Onésime Tremblay.

1° Le lot No. 315 du sus-dit cadastre, rang du cap à l'Aigle, contenant en front un arpent et cinq perches sur trente arpents de profondeur—avec bâtisses.

2° Le lot No. 323 du cadastre susdit, rang du cap à l'Aigle, mesurant en front deux arpents sur neuf arpents de profondeur—sans bâtisses.

3° Le lot No. 326 du dit cadastre, rang du cap à l'Aigle, mesurant en front deux arpents sur vingt et un arpents de profondeur—sans bâtisses.

4° Le lot No. 328 du dit cadastre, rang du cap à l'Aigle, mesurant en front trois arpents et une perche sur neuf arpents de profondeur—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Saint-Fidèle, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quatrième jour de juin prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Malbaie, ce 19 mars 1889. [Première publication, 23 mars 1889.]

Shérif. 1247 3

**Ventes par le Shérif—St-François**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Saint-François, à savoir : } **A**LBERT McLEAN, de la ville de Norton, dans l'état de Vermont, un des Etats-Unis de l'Amérique, et autres, commerçants, Demandeurs ; contre les terres et tenements de ALEXANDER MURRAY, junior, du canton de Barnston, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Tout ce lot de terre situé dans le dit canton de Barnston, étant partie du lot numéro vingt-huit, dans le onzième rang du dit canton de Barnston, contenant soixante et cinq acres de terre, plus ou

filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit : } **S**ERAPHIN DUFOUR, farmer, of the parish of Saint Etienne de la Malbaie and Charles Angers, of the same place, attorney *distrayant* ; against FRANÇOIS TREMBLAY and ONESIME TRAMBLAY, son of Hilaire, farmers and traders, the former of the parish of Saint Siméon and the latter of the parish of Saint Fidèle, to wit :

As belonging to the said François Tremblay.

1° Lot No. 317 of the official cadastre for the parish of Saint Fidèle, range of Cap à l'Aigle, measuring two arpents in front by thirty arpents in depth—with buildings.

2° Lot No. 425 of the said cadastre, range Sainte Mathilde, measuring two arpents in front by thirty arpents in depth—without buildings.

As belonging to the aforesaid Onésime Tremblay.

1° Lot No. 315 of the aforesaid cadastre, range of Cap à l'Aigle, containing five arpents and five perches in front, by thirty arpents in depth— with buildings.

2° Lot No. 323 of the aforesaid cadastre, range of Cap à l'Aigle, measuring two arpents in front by nine arpents in depth—without buildings.

3° Lot No. 326 of the said cadastre, range of Cap à l'Aigle, measuring two arpents in front by twenty one arpents in depth—without buildings.

4° Lot No. 328 of the said cadastre, range of Cap à l'Aigle, measuring three arpents and one perche in front by nine arpents in depth—without buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fidèle, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of June next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Malbaie, 19th March, 1889. [First published, 23rd March, 1889.]

Sheriff. 1248

**Sheriff's Sales—St-François**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them know according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Saint Francis, to wit : } **A**LBERT McLEAN, of the town of Norton, in the State of Vermont, one of the United States of America, and an others, traders, Plaintiffs ; against the lands and tenements of ALEXANDER MURRAY, junior, of the township of Barnston, in the district of Saint Francis. Defendant, to wit :

All that certain lot of land situated in the said township of Barnston, and being part of lot number twenty eight, in the eleventh range of the said township of Barnston, containing sixty five acres of

moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites ; borné en front vers le nord par le lot numéro vingt-huit, dans le dixième rang du dit canton de Barnston, d'un côté vers l'ouest par le lot numéro vingt-sept, dans le onzième rang du dit canton de Barnston, de l'autre côté vers l'est par la ligne de la ville de Barford et en arrière par le cours d'eau conduisant à la ligne de borne de la station du chemin de fer Grand-Tronc, dans le canton de Barnston, sur le lot numéro vingt-huit dans le susdit onzième rang de Barnston—et aussi les appartenances et dépendances qui s'y trouvent. Un autre morceau de terre situé dans le canton de Barford, dans le dit district, connu et désigné comme un certain morceau de terre de vingt acres en superficie, formant partie du lot numéro dix-sept dans le premier rang du dit canton de Barford ; borné à l'est par le chemin de fer Grand Tronc à son intersection avec la ligne de Barnston, à l'ouest par la ligne de ville de Barnston et Barford, au nord-ouest par le poteau du coin du dit lot numéro dix-sept, au nord par la ligne de concession divisant les premier et deuxième rangs de Barford, à son intersection avec le chemin de fer Grand-Tronc—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Coaticook, dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de décembre prochain.

C. W. WHITCHER,  
Député Shérif.  
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 15 mai 1889. 2005  
[Première publication, 18 mai 1889.]

### Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi ; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } **DAME FRANCIS M.**  
Sainte-Scholastique, } **SMITH**, veuve de feu  
à savoir : No. 100. } le Révérend William Abbott, John J. C. Abbott et Harry Abbott, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires du dit feu William Abbott, Demandeurs *es-qualité* ; vs. **JOSEPH GIBEAULT** dit **SAYER**, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé dans la concession sud de la rivière Rouge, en la paroisse de Saint-André d'Argenteuil, dans le district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-André, sous le numéro cinq cent cinquante-trois (553).

2° Un morceau de terre situé dans la concession sud de la Rivière Rouge, en la paroisse de Saint-André d'Argenteuil, dans le district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-André, sous le numéro cinq cent cinquante-cinq (555)—avec une maison sus-érigée.

land, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made ; bounded in front towards the north by lot number twenty eight in the tenth range of the said township of Barnston, on one side towards the west by lot number twenty seven in the eleventh range of the said township of Barnston, on the other side towards the east by the town line of Barford, and in rear by the water course leading to the boundary line station on the Grand Trunk Railway, in the township of Barnston, in lot number twenty eight in the eleventh range of Barnston aforesaid, and other the appartenances and dependencies whatsoever thereunto belonging. Another piece of land situated in the township of Barford, in said district, known and distinguished as a certain parcel of land of twenty acres in superficies, forming part of lot number seventeen in the first range of the said township of Barford ; bounded on the east by the Grand Trunk Railway to its intersection with the Barnston line, on the west by the Barnston and Barford town line, to the north west by the corner post of the said lot number seventeen, on the north by the concession line dividing the first and second range of Barford, to its intersection with the Grand Trunk Railway—circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office, of the registration division of Coaticook, in the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, on the NINETEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of December next.

C. W. WHITCHER,  
Deputy Sheriff.  
Sheriff's Office, Sherbrooke, 15th May, 1889. 2006  
[First published, 18th May, 1889.]

### Sheriff's Sales—Terrebonne

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } **DAME FRANCIS M.**  
Sainte Scholastique, } **SMITH**, widow of the  
to wit : No. 100. } late Reverend William Abbott, John J. C. Abbott and Harry Abbott, in their quality of testamentary executors of the said late William Abbott, Plaintiffs *es-qualité* ; vs. **JOSEPH GIBEAULT** dit **SAYER**, Defendant.

1° A piece of land situated in the south concession of Rivière Rouge, in the parish of Saint André d'Argenteuil, in the district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint André d'Argenteuil, under number five hundred and fifty-three (553).

2° A piece of land situated in the south concession of Rivière Rouge, in the parish of Saint André d'Argenteuil, in the district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint André d'Argenteuil, under number five hundred and fifty five (555)—with a house thereon erected.

3° Un lot de terre situé dans la concession au sud de la Rivière Rouge, en la paroisse de Saint-André d'Argenteuil, dans le district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-André, sous le numéro cinq cent cinquante six (556).

4° Un emplacement situé sur la rue Wales, dans le village de la paroisse de Saint-André d'Argenteuil, dans le district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-André, sous le numéro quatre cent cinq (405)—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

5° Un autre emplacement situé sur le chemin nord de la Rivière Rouge, dans le village de la paroisse de Saint-André d'Argenteuil, dans le district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-André, sous le numéro quatre cent neuf (409).

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-André d'Argenteuil, dit district, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de juillet prochain 1889.

Z. ROUSSILLE,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 14 mai 1889. 2039  
[Première publication, 18 mai 1889.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } **FELIX BIGRAS**  
Sainte-Scholastique, à savoir : } SENIOR, Deman-  
No. 39. } deur ; vs. MICHEL  
CAMPEAU, Défendeur.

La moitié sud du lot numéro dix-huit contenant trente-neuf acres et deux chaînes, la moitié sud du lot numéro dix-neuf contenant trente-six acres et la moitié sud du lot numéro vingt contenant cinquante acres en superficie, situées dans le quatrième rang du canton de Salaberry, en la paroisse de Saint-Jovite, dans les comté et district de Terrebonne—avec une maison et autres bâtisses dessus construite ; à retrancher de la moitié sud du lot numéro vingt environ deux acres appartenant à Thomas Parslow et Jérémie Campeau.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne en la ville de Saint-Jérôme dit district le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain à ONZE heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain 1889.

Z. ROUSSILLE,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 14 mai 1889. 2045  
[Première publication, 18 mai 1889.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } **WILLIAM R.**  
Sainte-Scholastique, à savoir : } ADAMS, De-  
No. 180. } mandeur ; contre  
DAME MARCELINE THIBODEAU et vir., Défendeurs.

Comme appartenant à la dite Dame Marceline Thibodeau.

Un emplacement situé en la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, faisant partie du lot numéro trois cent vingt-six (326), des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jérôme, maintenant la ville, et désigné comme suit : à prendre et tirer du lot de terre numéro trois cent vingt-six susdit contenant la largeur qui se trouve à la frontière sur la rue Saint-Georges, entre la rue Conception d'un côté et Jean Therrien de l'autre, sur une profondeur de cent vingt pieds anglais à partir de la rue Saint-Georges à aller jusqu'à la dite profondeur ; tenant au trait carré à Jean Baptiste Latour. De plus un autre morceau de terre à prendre et tirer du lot de terre susdit numéro trois cent vingt-six, 326,

3° A lot of land situated in the south concession of Rivière Rouge, in the parish of Saint-André d'Argenteuil, in the district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint-André d'Argenteuil, under number five hundred and fifty-six (556).

4° An emplacement situated on Wales street, in the village of the parish Saint-André d'Argenteuil, in the district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint-André d'Argenteuil, under number four hundred and five (405)—with a house and other buildings thereon erected.

5° Another emplacement situated on the north road of Rivière Rouge, in the village of the parish of Saint-André d'Argenteuil, in the district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint-André, under number four hundred and nine (409).

To be sold at the catholic church door of the parish of Saint-André d'Argenteuil, said district, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of July next, 1889.

Z. ROUSSILLE,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 14th May, 1889. 2040  
[First published, 18th May, 1889.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } **FELIX BIGRAS**,  
Sainte Scholastique, to-wit : } SENIOR, Plaintiff ;  
No. 39. } vs. MICHEL CAM-  
PEAU, Defendant.

The south half of the lot number eighteen, containing thirty nine acres and two links, the south half of the lot number nineteen containing thirty six acres and the south half of the lot number twenty, containing fifty acres in superficies, situated in the fourth range of the township of Salaberry, in the parish of Saint Jovite, in the county and district of Terrebonne—with a house and other buildings thereon erected ; reserving from the south half of the lot number twenty about two acres belonging to Thomas Parslow and Jérémie Campeau.

To be sold at the registry office of the county of Terrebonne, in the town of Saint Jérôme, said district, the TWENTIETH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of July next, 1889.

Z. ROUSSILLE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 14th May, 1889. 2046  
[First published, 18th May, 1889.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } **WILLIAM R.**  
Saint Scholastique, to wit : } ADAMS, Plain-  
No. 180. } tiff ; vs DAME MAR-  
CELINE THIBODEAU et vir., Defendants.

As belonging to the said Dame Marceline Thibodeau.

An emplacement situated, in the town of Saint Jérôme, in the district of Terrebonne, being part of the lot number three hundred and twenty six (326) on the official plan and in the book of reference for the village of Saint Jérôme, now a town and designated as follows : to be taken from the lot of land number three hundred and twenty six aforesaid, containing the width that there may be at the front on Saint Georges street between Conception street on one side and Jean Therrien on the other, by a depth of one hundred and twenty english feet from Saint Georges street to the said depth ; bounded at the depth (trait carré) by Jean Baptiste Latour. Another piece of land to be taken in the afore-

des plan et renvoi officiels susdits, de la contenance dans les tenants et aboutissants suivant : devant à la rue Conception, derrière à Philibert Clouthier, d'un côté à Marceline Thibodeau et de l'autre côté à Wilfrid Gascon—avec une maison à deux étages (hôtel) et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme, dans la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain, 1889.

Z. ROUSSILLE, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Sainte-Scholastique, 14 mai 1889. 2043  
[Première publication, 18 mai 1889.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit dans et pour le comté de Terrebonne.*  
District de Terrebonne, } FRANCOIS GA-  
Sainte-Scholastique, à savoir : } REAU, De-  
No. 68. } mandeur ; vs. JO-  
SEPH BERTRAND, Défendeur.

La juste moitié du lot numéro trois cent quatre-vingt-quinze 395, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Sophie, dit district, la dite moitié contenant deux arpents de front sur vingt arpents de profondeur ; tenant à un bout aux terres de la côte John, à l'autre bout à l'autre rang de la côte Henry, d'un côté à André Lapierre et de l'autre côté à C. E. T. de Montigny ou représentants—sans bâtisses et en bois debout.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Sophie, dit district, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain 1889.

Z. ROUSSILLE, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Sainte-Scholastique, 14 mai 1889. 2041  
[Première publication, 18 mai 1889.]

**VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } JAMES CRA-  
District de Montréal, à savoir : } THERN De-  
No. 1994. } mandeur, contre  
FRANCOIS GRATTON, Défendeur.

L'immeuble mentionné en la cédule A annexée au dit bref comme suit, à savoir :

Un emplacement situé dans le village de Sainte-Thérèse de Blainville, sur la rue Sainte-Elmire ou Saint-Jean, dans le district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Sainte-Thérèse de Blainville sous le numéro cent soixante et seize (176)—avec une boutique de forge dessus construite.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dit district, le TREIZIÈME jour de JUIN prochain à MIDI. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juin prochain 1889.

Z. ROUSSILLE, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Sainte-Scholastique, 14 mai 1889. 2047  
[Première publication, 18 mai 1889.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Dans la Cour de Circuit dans et pour le Comté d'Argenteuil.*

District de Terrebonne, } JAMES AUGUS-  
Sainte-Scholastique à savoir : } TUS DWYER,  
No. 8. } Demandeur ; vs.  
PATRICK FLANNELLY et al., Défendeurs.

Comme appartenant au défendeur Patrick Flannelly :

Les lots de terre situés dans le septième rang du township de Grenville, dans le Comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connus et désignés aux plan

and lot of land number three hundred and twenty six (326) on the official plan and in the book of reference aforesaid, contained and bounded as follows : in front by Conception street, in rear by Philibert Clouthier on one side by Marceline Thibodeau, and on the other side by Wilfrid Gascon—with a two story house (hotel) and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme, in the town of Saint Jérôme, said district, on the TWENTIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of July next, 1889.

Z. ROUSSILLE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Sainte Scholastique, 14th May, 1889. 2044  
[First published, 18th May, 1889.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court in and for the county of Terrebonne.*  
District of Terrebonne, } FRANCOIS GA-  
Sainte-Scholastique, to wit : } REAU, Plaintiff ;  
No. 68. } vs. JOSEPH BER-  
TRAND, Defendant.

The exact half of the lot number three hundred and ninety five (395), on the official plan and in the book of reference for the parish of Sainte Sophie, said district, the said half containing two arpents in front by twenty arpents in depth ; bounded at one end by the lands of the Cote John, at the other end by the other range of the Cote Henry, on one side by André Lapierre, and on the other side by C. E. T. de Montigny or representatives—without buildings and covered with standing timber.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Sophie, said district, on the TWENTIETH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of July next, 1889.

Z. ROUSSILLE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Sainte Scholastique, 14th May, 1889. 2042  
[First published, 18th May, 1889.]

**VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Province of Québec, } JAMES CRA-  
District of Montreal, to wit : } THERN, Plain-  
No. 1994. } tiff ; against FRAN-  
COIS GRATTON, Defendant.

The immovable designated in schedule A annexed to the said writ, as follow, to wit :

An emplacement situated in the village of Sainte Thérèse de Blainville, on Sainte Elmire street or Saint Jean, in the district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said village of Sainte Thérèse de Blainville, under number one hundred and seventy six (176)—with a blacksmith's shop thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, said district, the THIRTEENTH day of JUNE next, at NOON. The said writ returnable on the fifteenth day of June next, 1889.

Z. ROUSSILLE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Sainte Scholastique, 14th May, 1889. 2048  
[First published, 18th May, 1889.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court in and for the county of Argenteuil.*

District of Terrebonne } JAMES AUGUS-  
Sainte Scholastique, to wit : } TUS DWYER,  
No. 8. } Plaintiff ; vs. PA-  
TRICK FLANNELLY et al., Defendants.

As belonging to the defendant Patrick Flannelly :

The lots of land situated in the seventh range of the township of Grenville, in the county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated

et livre de renvoi officiels du dit township de Grenville, comme étant les lots numéros deux A (2 a) et trois A (3 a)—avec une maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du Comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, dit district, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de mai prochain 1889.

Z. ROUSSILLE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 18 mars 1889. 1221 3  
[Première publication, 23 mars 1889.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Dans la Cour de Circuit dans et pour le comté d'Argenteuil.*

District de Terrebonne, } JAMES BARRON,  
Sainte-Scholastique, à savoir: } Demandeur; vs.  
No. 398. } BERNARD CAINE,  
Défendeur.

Un lot de terre situé dans le second rang du township de Grenville, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit township de Grenville comme étant le lot numéro quatre D (4 D), contenant en superficie, quarante huit acres et soixante et quinze perches—avec une maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, dit district, le VINGT CINQUIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de mai prochain 1889.

Z. ROUSSILLE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 18 mars 1889. 1223 3  
[Première publication, 23 mars 1889.]

**ALIAS FIERI FACIAS.**

*La Cour de Circuit dans et pour le comté de Terrebonne.*

District de Terrebonne, } EDOUARD LE-  
Sainte-Scholastique, à savoir: } FEBVRE, DE  
No. 170. } BELLEFEUILLE  
ET AL., Demandeurs; vs. EMERY CHEVRIER,  
Défendeur.

Les lots de terre situés en la Côte Saint-Nicholas, en la paroisse de Saint-Columban dans le district de Terrebonne et connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Columban sous les numéros deux cent soixante et onze (271) et deux cent soixante et douze (272)—avec une maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Columban, dit district, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de mai prochain 1889.

Z. ROUSSILLE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 18 mars 1889. 1219 3  
[Première publication, 23 mars 1889.]

**Ventes par le Shérif—Trois-Rivières**

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **ATERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant

on the official plan and in the book of reference for the said township of Grenville as being lots numbers two A (2 a) and three A (3 a)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, in the town of Lachute, said district, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of May next, 1889.

Z. ROUSSILLE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 18th March, 1889. 1222  
[First published, 23rd March, 1889.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court in and for the county of Argenteuil.*

District of Terrebonne, } JAMES BARRON,  
Sainte Scholastique, to wit: } Plaintiff; against  
No. 398. } BERNARD CAINE,  
Defendant.

A lot of land situated in the second range of the township of Grenville, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said township of Grenville, as being lot number four D (4 D); containing in superficies forty eight acres and seventy five perches—with a house and other building thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, in the town of Lachute, said district, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of May next.

Z. ROUSSILLE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 18th March, 1889. 1224  
[First published, 23rd March, 1889.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court in and for the county of Terrebonne.*

District of Terrebonne, } EDOUARD LE-  
Sainte Scholastique, to wit: } FEBVRE DE  
No. 170. } BELLEFEUILLE  
AL. Plaintiffs; vs. EMERY CHEVRIER, Defen-  
dant.

The lots of land situated in the Côte Saint Nicholas, of the parish of Saint Columban, in the district of Terrebonne, and known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint Columban under the numbers two hundred and seventy one (271) and two hundred and seventy two (272)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Columban, said district, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of May next, 1889.

Z. ROUSSILLE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 18th March, 1889. 1220  
[First published, 23rd March, 1889.]

**Sheriff's Sales—Three Rivers**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day

les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **PIERRE CELESTIN**  
No. 193. } **LEVASSEUR,**

Demandeur ; vs. **DAME JULIE LAFLEUR,** tant à raison de la communauté de biens qui a ci-devant existé entre elle et feu Casimir Demers, son mari, qu'en sa qualité de tutrice duement élue en justice à ses enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Casimir Demers *et al.*, Défendeur.

Comme appartenant à tous les défendeurs.

Une terre située dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Pierre les Becquets, par le numéro deux cent trente-neuf—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire de la dite terre l'emplacement de Médéric Tousignant, suivant son titre.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de juillet prochain.

**CHARLES DUMOULIN,**

Bureau du Shérif,

Trois-Rivières, 15 mai 1889.

[Première publication, 18 mai 1889.]

Shérif.

2035

of sale : oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS**

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **PIERRE CELESTIN**  
No. 193. } **LEVASSEUR,** Plain-

tiff ; vs. **DAME JULIE LAFLEUR,** as having been heretofore *commune en biens* with the late Casimir Demers, her husband, and in her quality of tutrix duly appointed in justice to her minor children issued from her marriage with the said Casimir Demers *et al.*, Defendants.

A belonging to all the Defendants.

A land situated in the second rangé of the parish of Saint Pierre les Becquets, known and designated on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Nicolet for the said parish of Saint Pierre les Becquets, under number two hundred and thirty nine—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Reserving from the said land the emplacement of Médéric Tousignant, according to his title.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre les Becquets, the TWENTIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of July next.

**CHARLES DUMOULIN,**

Sheriff's Office,

Three Rivers, 15th May, 1889.

[First published, 18th May, 1889]

Sheriff.

2036

**Avis du Gouvernement**

**AVIS DE DEMANDE D'ERLECTIONS DE MUNICIPALITES SCOLAIRES.**

La municipalité de Saint-Edmond de Stoneham dans le comté de Québec pour les fins scolaires, est delimité comme suit et comprend :

1° Tous les lots depuis No. 1 jusqu'au No. onze, ces lots inclus des premier, deuxième, troisième et quatrième rangs du canton de Stoneham ;

2° Tous les lots entre les Nos. un à 26, ces deux lots compris, appelé Trinité du Grand Pré, rang de la Reine ;

3° Tous les lots entre les Nos. 27 à 52, tous deux compris, sur la concession nord-est du domaine de Saint-Pierre ;

4° Tous les lots entre les Nos. 53 à 69, tous deux compris, de la concession sud-ouest du domaine Saint-Pierre ;

5° Tous les lots entre les Nos. 92, 73, 70 et 95, ces quatre lots compris, sur les fiefs Lepinay et d'Ordainville, et révoquer l'arrêté en conseil du 9 février 1889.

**GEDEON OUMET,**

Surintendant.

2075

**Government Notices**

**NOTICE OF APPLICATION FOR THE ERECTION OF SCHOOL MUNICIPALITIES.**

The municipality of Saint Edmond de Stoneham in the county of Quebec, is delimited as follows, for school purposes and comprises :

1° All the lots from No. 1 to eleven, both lots inclusive, of the first, second, third and fourth ranges of the township of Stoneham ;

2° All the lots from Nos. one to 26, these two lots inclusive, called Trinity du Grand Pré, range de la Reine ;

3° All the lots from Nos. 27 to 52, both inclusive, on the north-east concession of the domaine Saint Pierre ;

4° All the lots from Nos. 53 to 69, both inclusive, of the south-west concession of the domaine Saint Pierre ;

5° All lots between Nos. 92, 73, 70 and 95, and these four lots inclusive, on the fiefs Lepinay and d'Ordainville, and to revoke the order in council of the 9th February, 1889.

**GEDEON OUMET,**

Superintendent.

2076

**Miscellaneous Notices**

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No. 2048.

*Cour Supérieure.*

Dame Justine *alias* Odile Archambault, des cité et district de Montréal, épouse de Pierre Pelletier, du même lieu, entrepreneur, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

**JEANNOTTE & VIAU,**

Procureurs de la Demanderesse.

Montréal, 16 mai 1889.

2077

**Avis Divers**

Province of Quebec, }  
District of Montreal, }  
No. 2048.

*Superior Court.*

Dame Justine *alias* Odile Archambault, of the city and district of Montreal, wife of Pierre Pelletier, of the same place, builder, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

**JEANNOTTE & VIAU,**

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 16th May, 1889.

2078

Canada,  
Province de Québec,  
District de Montréal.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par les personnes ci-après nommées, en conformité à la "Loi Corporative des Compagnies à Fonds Social," pour obtenir des Lettres Patentes les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie à être créée par telles Lettres Patentes, en corps politique et incorporé sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie est "The Mutual Telegraph Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est de construire, acquérir et opérer une ou plusieurs lignes télégraphiques dans la province de Québec, avec tout ce qui est nécessaire et accessoire à cette fin.

3° Le lieu principal des affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant capital de la dite compagnie est de quarante mille piastres courant ;

5° Le nombre des actions sera quatre cents de cent piastres chacune ;

6° Les noms en toutes lettres et l'adresse et la profession de chacun des dits requérants sont : Thomas Frederic Clark et Charles Almerin Tinker, tous deux gentilhommes, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des États-Unis de l'Amérique du Nord ; John Nelson Morris, gentilhomme, de Saint-Lambert ; William Hoy et Edmond Charles Pease, tous deux gentilhommes de la cité de Montréal, ces trois derniers sont tous sujet britanniques résidant dans la dite province de Québec, Canada, et tous seront les premiers directeurs de la compagnie proposée.

GEOFFRION, DORION,  
LAFLEUR & POIRIER,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 16 mai 1889.

2083

### Avis de Faillite

#### AVIS DE FAILLITE.

Canada,  
Province de Québec,  
District d'Arthabaska.

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Henry Thomas Farley, de Drummondville, P. Q., Failli.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 770 du code de procédure civile, que ce jour, je, John McD. Hains, de Montréal, comptable licencié, par ordre de la cour, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles du dit failli dans cette affaire, abandonnés par lui pour le bénéfice de ses créanciers, lesquels sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi dans mon bureau, bâtisses Fraser, 43, rue Saint-Sacrement, Montréal, sous trente jours.

JONH McD. HAINS,  
Curateur.

Daté à Montréal, ce 16ième jour de mai 1889.

2085

Province de Québec,  
District de Terrebonne.

Cour Supérieure

Dans l'affaire de David Hambleton, manufacturier de bobines, de Lachute, Q., Failli.

Avis est par le présent donné que, le 13e jour de mai 1889, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Montreal.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor, in Council, by the applicants hereinafter named, in pursuance of "the Joint Stock Companies' Incorporation Act" for Letters Patent to constitute them and such other persons as may hereafter become shareholders in the company to be created by such Letters Patent, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1° The proposed name of the company is "The Mutual Telegraph Company ;"

2° The objects for which the incorporation is sought are the building, acquiring and operating one or more telegraphic lines in the province of Quebec, with all accessories thereto ;

3° The chief place of business of the company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec ;

4° The capital stock of the said company is to be forty thousand dollars currency ;

5° The number of shares is to be four hundred and the amount of each share one hundred dollars

6° The names in full and the addresses and calling of the said applicants are as follows : Thomas Frederic Clark and Charles Almerin Tinker, both gentlemen of the city of New-York, in the State of New-York, one of the United States of North America ; John Nelson Morris, gentleman, of Saint Lambert ; William Hoy and Edmund Charles Pease, both gentlemen of the city of Montreal, the last three of whom are British subjects resident in the said province of Quebec, Canada, and all of whom are to be the first directors of the proposed company.

GEOFFRION, DORION,  
LAFLEUR & POIRIER,  
Solliciteurs for Applicants.

Montreal, 16th May, 1889.

2084

### Bankrupt Notice.

#### INSOLVENT NOTICE.

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Arthabaska.

Superior Court.

In the matter of Henry Thomas Farley, of Drummondville, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770 of the code of civil procedure, that on this day, I, John McD. Hains, of Montreal, chartered accountant, was by order of the said court appointed to be curator to the property and effects, real and personal, of the said insolvent in this matter, abandoned by him for the benefit of his creditors, who are hereby notified to file their claims with me, at my office, Fraser buildings, 43 Saint Sacrement, street, Montreal, within a delay of thirty days.

JOHN McD. HAINS,  
Curator.

Dated at Montreal, this 16th day of May, 1889

2086

Province of Quebec,  
District of Terrebonne.

Superior Court.

In re David Hambleton, bobbin manufacturer, Lachute, Q., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 13th day of May 1889, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous un mois.

W. J. SIMPSON,  
Curateur  
2057

Lachute, 14 mai 1889.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
F. M. Browne, Demandeur ;

Lucy. A. Spooner, vs Défenderesse.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 15ième jour de mai 1889, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillie, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

C. DESMARTEAU,  
Curateur.

No. 1598 rue Notre-Dame,  
Montréal, 15 mai 1889. 2081

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de V. Roberge, de Warwick, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 15ième jour de mai 1889, par ordre de la cour, nous avons été nommé curateur-conjoint des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau sous un mois.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateur-conjoint.

Bureau de Kent et Turcotte,  
7, Place d'Armes.  
Montréal, 16 mai 1889. 2079

Claims must be filed at my office within one month.

W. J. SIMPSON,  
Curator.  
2058

Lachute, 14th may 1889.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
F. M. Browne, Plaintiff ;

Lucy. A. Spooner, vs Defendant.

Notice is hereby given that, on the 15th day of May 1889, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all her assets for the benefit of her creditors.

Claims must be filed within a month.

C. DESMARTEAU,  
Curator.

No. 1598 Notre Dame street,  
Montreal, 15th May, 1889. 2082

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
*In re* V. Roberge, Warwick, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 15th day of May, 1889, by order of the court, we were appointed joint curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint Curator.

Office of Kent & Turcotte,  
7, Place d'Armes Sq.  
Montréal, 16th May, 1889. 2080

INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 20.

ANNONCES NOUVELLES.

	Pages
<b>ANNEXION DE MUNICIPALITÉS :</b>	
St-Edouard de Stoneham.....	1159
<b>ERRATUM :</b>	
Champagne vs Drolet.....	1125
<b>FAILLIS :</b>	
<i>Assemblée :</i>	
Bullock <i>et a</i> .....	1139
<i>Cession :</i>	
Bernard.....	1134
Bullock <i>et al.</i> .....	1136
Coveney.....	1135
McNair.....	1136
Tellier.....	1137
<i>Dividende :</i>	
Bellerose.....	1137
Brodeur.....	1134
Dessurault.....	1137
Doyon.....	1136
Laberge.....	1137
Montreal Moulding and Mirror Manufacturing Co.....	1136
Toussaint & Cie.....	1135
Toutant.....	1136

INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 20.

NEW ADVERTISEMENTS.

	Pages
<b>APPOINTMENTS :</b>	
<i>Commissioner for summary trial :</i>	
Ste. Rose.....	1126
Ste. Sophie de Terrebonne.....	1126
St. Vincent de Paul.....	1126
<i>Justices of the peace :</i>	
District of Arthabaska.....	1126
" Montreal.....	1126
" Ottawa.....	1126
" Saguenay.....	1126
" St. Francis.....	1126
<i>School Commissioners :</i>	
Aumond.....	1126
Drummondville.....	1125
St. Christophe.....	1125
St. Michel (village).....	1125
<b>CROWN LANDS :</b>	
<i>Notice of cancellation, &amp;c.</i>	
Normandin.....	1127
<b>ERRATUM :</b>	
Champagne vs Drolet.....	1125

**Nomination de curateur :**

Bernard .....	1135
Dessaint <i>et al.</i> .....	1134
Farley .....	1160
Goudreault .....	1135
Gélinas .....	1134
Guimont .....	1135
Hambleton .....	1160
Prud'homme .....	1137
Roberge .....	1161
Rousseau .....	1134
Spooner .....	1161

**LETRES PATENTES, DEMANDE DE :**

The de Lotbinière Hotel Co .....	1131
The Montreal Telegraph Co .....	1160

**MUNICIPALITÉ :***Publication dans une seule langue, demande de :*

St. Sylvère .....	1127
-------------------	------

**NOMINATIONS :***Commissaires d'écoles :*

Aumond .....	1126
Drummondville .....	1125
St Christophe .....	1125
St. Michel (village) .....	1125

*Commissaires pour décisions sommaires :*

Ste. Rose .....	1126
Ste. Sophie de Terrebonne .....	1126
St. Vincent de Paul .....	1126

*Juges de paix :*

District d'Arthabaska .....	1126
do Montréal .....	1126
do Ottawa .....	1126
do Saguenay .....	1126
do St. François .....	1126

**RÈGLES DE COUR :**

Dme Martel vs Blondeau .....	1138
Birk vs Master .....	1138
Prentice vs Steele .....	1139

**SÉPARATION DE BIENS :**

Dme Archambault vs Pelletier .....	1159
Dme McCarthy vs Dumas .....	1131

**TERRES DE LA COURONNE :***Avis de cancellation, etc.*

Normandin .....	1127
-----------------	------

**VENTES PAR LES SHERIFS :****IBERVILLE :**

Dme Jones vs Prairie .....	1144
Racette vs Malhiot .....	1144

**JOLIETTE :**

Beaudry vs Kelly .....	1145
------------------------	------

**MONTMAGNY :**

Pouliot vs Bernier .....	1146
--------------------------	------

**INSOLVENTS***Appointment of curator :*

Bernard .....	1135
Dessaint <i>et al.</i> .....	1134
Farley .....	1160
Goudreault .....	1135
Gélinas .....	1134
Guimont .....	1135
Hambleton .....	1160
Prud'homme .....	1137
Roberge .....	1161
Rousseau .....	1134
Spooner .....	1161

*Assignment :*

Bernard .....	1134
Bullock <i>et al.</i> .....	1136
Coveney .....	1136
McNair .....	1136
Tellier .....	1137

*Dividend :*

Bellerose .....	1137
Brédeur .....	1134
Dessurault .....	1137
Doyon .....	1136
Laberge .....	1137
Montreal Moulding and Mirror Manufacturing Co .....	1136
Toussaint & Co .....	1136
Toutant .....	1136

*Meeting :*

Bullock <i>et al.</i> .....	1139
-----------------------------	------

**LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :**

The de Lotbinière Hotel Co .....	1131
The Montreal Telegraph Co .....	1160

**MUNICIPALITY ANNEXED :**

St. Edouard de Stoneham .....	1159
-------------------------------	------

**MUNICIPALITY :***Publication in one language, application for :*

St. Sylvère .....	1127
-------------------	------

**RULES OF COURT :**

Dme Martel vs Blondeau .....	1138
Birk vs Master .....	1138
Prentice vs Steele .....	1139

**SEPARATION AS TO PROPERTY :**

Dme Archambault vs Pelletier .....	1159
Dme McCarthy vs Duval .....	1131

**SHERIFFS' SALES :****IBERVILLE :**

Dme Jones vs Prairie .....	1144
Racette vs Malhiot .....	1144

**JOLIETTE :**

Beaudry vs Kelly .....	1145
------------------------	------

**MONTMAGNY :**

Pouliot vs Bernier .....	1146
--------------------------	------

## MONTRÉAL :

Bastien vs Charbonneau.....	1148
Geoffrion <i>et al in re</i> Parker vs Dme Lapensée.....	1148
Merchant's Bank vs Savage.....	1148

## QUÉBEC :

Dorval vs Chaperon.....	1151
Matte vs Chaperon.....	1151

## RICHÉLIEU :

Armstrong vs Ayotte <i>et al</i> .....	1152
--	------

## ST. FRANÇOIS :

McLean <i>et al</i> vs Murray.....	1154
------------------------------------	------

## TERREBONNE :

Adams vs Dme Thibaudeau <i>et vir</i> .....	1156
Bigras vs Campeau.....	1156
Crathern vs Gratton.....	1157
Dme Smith <i>ès-ql</i> vs Sayer.....	1155
Gareau vs Bertrand.....	1157

## TROIS-RIVIÈRES :

Levasseur vs Dme Lafleur.....	1159
-------------------------------	------

## MONTREAL :

Bastien vs Charbonneau.....	1148
Geoffrion <i>et al in re</i> Parker vs Dme Lapensée.....	1148
Merchant's Bank vs Savage.....	1148

## QUÉBEC :

Dorval vs Chaperon.....	1151
Matte vs Chaperon.....	1151

## RICHÉLIEU :

Armstrong vs Ayotte <i>et al</i> .....	1152
--	------

## ST. FRANCIS :

McLean <i>et al</i> vs Murray.....	1154
------------------------------------	------

## TERREBONNE :

Adams vs Dme Thibaudeau <i>et vir</i> .....	1156
Bigras vs Campeau.....	1156
Crathern vs Gratton.....	1157
Dme Smith <i>ès-ql</i> vs Sayer.....	1155
Gareau vs Bertrand.....	1157

## THREE RIVERS :

Levasseur vs Dme Lafleur.....	1159
-------------------------------	------

